

De administratie stellen de AMUREBA-methodologie, bestaande uit een reeks referentiedocumenten en analyse-instrumenten, op overeenkomstig deze bijlage en publiceren deze op hun website.

Gezien om te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004276]

### 1<sup>er</sup> FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conventions carbone

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telles que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, l'article 12, 2<sup>e</sup> ;

Vu le décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023, les articles 30, alinéa 2, et 33, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 12 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>e</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 74.956/4 du Conseil d'État, donné le 10 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n° 11 du Comité des experts sur le climat, donné le 14 septembre 2023 ;

Considérant l'avis de l'Union wallonne des entreprises, donné le 2 octobre 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 20 septembre 2023 ;

Considérant la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'investissement et aux Sociétés régionales d'investissement ;

Considérant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ;

Considérant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel, pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie, (AMUREBA) ;

Considérant le règlement 2021/1119 du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999, loi européenne sur le climat, qui prévoit l'objectif de neutralité climatique de l'Union à l'horizon 2050, ainsi que ses objectifs intermédiaires, la réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990 en s'appuyant sur le Green Deal ;

Considérant que le règlement 2018/1999 du 11 décembre 2018 sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat oblige les Etats membres à transmettre à la Commission européenne des plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat, ainsi que leurs mises à jour régulières. La contribution wallonne à ce plan est reprise dans le Plan Wallon Air Climat Energie 2030 ;

Considérant que la directive 2018/2001 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables exige que la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de l'Union en 2030 soit d'au moins 32%. Dans le cadre du plan REPower EU visant à renforcer l'indépendance énergétique européenne, cet objectif devrait être rehaussé à 45% ;

Considérant la Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, qui prévoit d'importants objectifs d'amélioration de l'efficacité énergétique pour les Etats membres, encore rehaussés dans le cadre du plan REPowerEU. Les mesures prises dans ce but peuvent notamment comprendre des accords volontaires avec les entreprises ou organismes publics ;

Considérant l'accord de Paris, adopté le 15 décembre 2015, auquel la Région wallonne a porté son assentiment par décret du 24 novembre 2016, qui prévoit la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et la poursuite de l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels ;

Considérant l'établissement au niveau de l'Union européenne d'un système d'échange de quotas d'émission, en abrégé « SEQUE » de gaz à effet de serre qui impose aux secteurs qui y sont soumis de diminuer leurs émissions de dioxyde de carbone, en abrégé « CO<sub>2</sub> », de 62 % par rapport à l'année 2005, que le règlement sur la répartition de l'effort, en abrégé « RRE » fixe des objectifs nationaux en matière de réduction des émissions dues au transport routier, au chauffage des bâtiments, à l'agriculture, aux petites installations industrielles et à la gestion des déchets, qui ces secteurs, qui jusqu'ici ne relevaient pas du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne, en abrégé « SEQUE de l'UE » doivent diminuer leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 40% par rapport à 2005 ;

Considérant le Plan Air Climat Energie 2030 de la Région wallonne adopté le 21 mars 2023, dans lequel la Wallonie s'est engagée à réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 55% pour l'année 2030 par rapport à l'année 1990 ;

Considérant que la Région wallonne a conclu, pour les périodes de 2003 à 2013, puis de 2013 à 2023 des accords volontaires, dénommés « Accords de branche » de première puis de seconde génération, que ces instruments conventionnels constituent un important outil de la politique régionale, tant dans un objectif de décarbonation et d'efficacité énergétique dans l'industrie, que dans un objectif de maintien de la compétitivité ;

Considérant le 6ème rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat publié le 20 mars 2023 qui souligne que les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine ont entraîné jusqu'ici un réchauffement sans précédent du climat, que le rapport indique également que lesdites émissions ont continué d'augmenter les dernières décennies et souligne les risques et menaces pour la sécurité et le bien-être mondial qui découleraient de la poursuite du réchauffement climatique à défaut d'action majeure :

Sur la proposition du Ministre du Climat et de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement les directives 2012/27 et 2023/1791 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret neutralité Carbone : le décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023 ;

2° l'arrêté AMUREBA : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) ;

3° l'audit d'entrée : audit global au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé par les entreprises, ou les unités d'établissement, à l'entrée dans une communauté carbone, qui définit un plan d'action initial, les trois indices de performance énergie, émissions et renouvelable, et de fixer les valeurs de l'objectif engageant et des objectifs indicatifs fermes et conditionnels que l'entreprise ou une unité d'établissement se fixe ;

4° l'audit intermédiaire : l'audit global au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé quatre ans après l'audit d'entrée d'une entreprise ou d'une unité d'établissement dans une communauté carbone, afin de faire évoluer le plan d'action de l'entreprise ou de l'unité d'établissement en y intégrant de nouvelles actions ;

5° l'audit final : l'audit global au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé huit ans après l'audit d'entrée d'une entreprise ou d'une unité d'établissement dans une communauté carbone, afin de vérifier la bonne mise en œuvre du plan d'action évolutif et l'atteinte des objectifs ;

6° l'audit de suivi annuel : audit de suivi au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé chaque année par une entreprise ou une unité d'établissement entre les audits globaux, afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre des plans d'action individuels et la vérification des trois indices énergie, émissions et renouvelables afin d'assurer la cohérence de la trajectoire avec les objectifs que l'entreprise ou une unité d'établissement s'est fixés dans le cadre de sa contribution à la convention carbone ;

7° les émissions de gaz à effet de serre : les émissions de gaz à effet de serre au sens de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, incluant les émissions issues des procédés (périmètre 1) et celles issues des énergies, électricité comprise (périmètre 2), les émissions indirectes autres que celles relevant des périmètres 1 et 2 (périmètre 3) étant à prendre en compte, le cas échéant, conformément à l'annexe 2.

**Art. 3.** Conformément à l'article 29, 2°, du décret neutralité Carbone, la communauté carbone, au moment de la signature de la convention carbone, remplit au minimum un des critères suivants :

1° le volume minimal d'émission de gaz à effet de serre en équivalent carbone de la communauté est supérieur à cinquante-mille tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> ;

2° le volume minimal de consommation d'énergie finale de la communauté est supérieur à cent cinquante gigawatts-heure ;

3° le potentiel de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre sur la durée de la convention est supérieur à quinze-mille tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

**Art. 4.** Chaque communauté carbone signe avec la Région wallonne une convention carbone conformément au modèle repris en annexe 1.

Les signataires déterminent les objectifs de la convention et en suivant la méthodologie reprise à l'annexe 2. Les signataires soumettent une proposition d'objectifs au Gouvernement wallon pour approbation.

**Art. 5.** Les audits d'entrée, intermédiaire et final font l'objet d'une vérification indépendante conforme à l'annexe 3 dans les six mois qui suivent la réalisation de l'audit.

La qualité et le contenu des audits d'entrée, intermédiaire et final font l'objet d'une analyse par les experts techniques conformément à l'annexe 4.

Les rapports de vérification indépendante et d'expertise technique sont soumis au comité technique des conventions.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué un comité technique par communauté carbone, qui se réunit au moins une fois par an afin d'examiner les résultats de la communauté carbone et de chacun de ses membres au regard des objectifs fermes et conditionnels.

Le comité technique peut intervenir à la demande de la communauté carbone ou de l'un ou plusieurs de ses membres pour apporter des solutions à tout problème technique rencontré. Son fonctionnement est régi par un règlement d'ordre intérieur qu'il adopte lors de sa première réunion.

§ 2 Le comité technique se compose de :

1° trois représentants de la communauté carbone ;

2° un représentant du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie ;

3° un représentant de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ;

4° un représentant du Ministre du Climat et un représentant du Ministre de l'Énergie ;

5° un représentant du Ministre de l'Économie, sur invitation, qui siège à titre consultatif ;

6° les experts techniques, visés à l'article 5, § 2, qui siègent à titre consultatif.

Le comité technique délibère par consensus.

Si un consensus ne se dégage pas, il est procédé au vote, conformément aux dispositions prévues dans le règlement d'ordre intérieur. Le comité technique délibère à la majorité simple de ses membres présents, les voix consultatives étant exclues. Le représentant du Ministre du Climat a une voix prépondérante.

§ 3 Le comité technique réalise les tâches suivantes :

1° il valide la qualité technique des audits d'entrée, intermédiaire et final, le contenu des plans d'action et la détermination des objectifs sur base des actions fermes et conditionnelles de la communauté carbone et de ses membres ;

2° il valide les rapports annuels de suivi de la communauté carbone et de ses membres, les progrès réalisés concernant l'atteinte des objectifs des signataires fixés en vertu de la convention carbone et la mise en œuvre des plans d'action établis en vertu de celle-ci et les éventuelles adaptations ou modifications à y apporter ;

3° il analyse les problèmes techniques et méthodologiques rencontrés par les membres et par la communauté carbone et tente d'y apporter une solution ;

4° il rapporte sur les tâches précitées auprès du comité stratégique.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement désigne les membres du comité stratégique, sur proposition des organismes représentés. Le Comité stratégique se réunit une fois par an afin d'assurer la gestion des conventions carbone. Le comité stratégique adopte un règlement d'ordre intérieur lors de sa première réunion, lequel régit son fonctionnement.

Le comité stratégique entend toute partie ou tout expert qu'il juge nécessaire.

§ 2. Le comité stratégique se compose de :

1° un représentant par communauté carbone ;

2° un représentant du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie ;

3° un représentant de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ;

4° un représentant du Ministre du Climat et un représentant du Ministre de l'Énergie ;

5° un représentant du Ministre de l'Économie, qui siège à titre consultatif ;

6° un représentant de l'Union wallonne des entreprises et un représentant des organisations syndicales, qui siègent à titre consultatif ;

7° un représentant des organisations syndicales et un représentant des organisations environnementales représentées aux pôles Énergie et Environnement au sens du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, qui siègent à titre consultatif ;

8° les experts techniques, visés à l'article 5, § 2, qui siègent à titre consultatif ;

9° un représentant de la société régionale d'investissement au sens du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées, qui siège à titre consultatif ;

10° tout représentant que le comité stratégique trouve pertinent, qui siège à titre consultatif.

Le comité stratégique délibère par consensus. Si un consensus ne se dégage pas, il est procédé au vote, conformément aux dispositions prévues dans le règlement d'ordre intérieur. Le comité stratégique délibère à la majorité simple de ses membres présents, les voix consultatives étant exclues. Le représentant du Ministre du Climat a une voix prépondérante.

§ 3 Le comité stratégique réalise les tâches suivantes :

1° il prend acte des résultats présentés par le comité technique, et examine et valide les modifications d'objectifs éventuelles ;

2° il procède à la consultation visée à l'article 34, 2°, et à la validation de l'avenant à la convention carbone visé à l'article 36 du décret neutralité Carbone ;

3° il valide le rapport annuel visé à l'article 35, alinéa 2, du décret neutralité Carbone ;

4° il met en exergue les bonnes pratiques des communautés carbone ou de certains membres afin de favoriser les échanges d'expériences ;

5° il examine les éventuelles modifications à apporter à la convention carbone ;

6° il prend acte des cas d'inexécution d'obligations qui découlent de la convention, les éventuels litiges et les différends d'interprétation relatifs à celle-ci ;

7° il examine les problèmes techniques et les solutions communiqués par les comités techniques pour en assurer la cohérence entre les communautés carbone ;

8° il valide le rapport visé à l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret neutralité Carbone.

**Art. 8.** Pour assurer la continuité des aides perçues, la convention carbone peut déterminer la date à partir de laquelle ses membres peuvent recevoir les contreparties, sans dépasser 6 mois précédant la signature de la convention carbone.

**Art. 9.** Le Ministre qui a le climat et l'énergie dans leurs attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2024.

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

**Annexe 1<sup>re</sup> : Convention carbone type et objectifs**

## Partie 1. Convention carbone type

Convention entre

D'une part,

La Région wallonne,

Représentée par le Ministre en charge du Climat et de l'Énergie.

D'autre part,

[...]

Représentant les membres désignés à l'annexe 1<sup>re</sup> à la présente convention

Ci-après désignée « la communauté carbone »

Collectivement désignés ci-après « les parties »

Etant entendu que :

Par décision du ... (date), le Gouvernement wallon a chargé les Ministres en charge de [...] de conclure les conventions carbonées précitées.

Vu le décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023 relatif aux conventions carbone avec les entreprises au travers de communautés carbone et portant modifications du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone ;

Vu l'arrêté AMUREBA du 1<sup>er</sup> février 2024 ;

Les parties ont convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>. Définitions :**

1° l'arrêté conventions carbone : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone ;

2° l'arrêté AMUREBA : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif à l'octroi de subventions à l'audit ou à l'étude dans le secteur non résidentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle et plus durable de l'énergie (AMUREBA) ;

3° l'audit d'entrée : audit global au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé par les entreprises, ou les unités d'établissement candidates à l'entrée dans une communauté carbone, qui définit un plan d'action initial, les trois indices de performance énergie, émissions et renouvelable, et fixe les valeurs de l'objectif engageant et des objectifs indicatifs, fermes et conditionnels que l'entreprise ou une unité d'établissement se fixe pour participer à une communauté carbone ;

4° l'audit intermédiaire : l'audit global au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé quatre ans après l'audit d'entrée d'une entreprise ou d'une unité d'établissement dans une communauté carbone, afin de faire évoluer le plan d'actions de l'entreprise ou de l'unité d'établissement en y intégrant de nouvelles actions selon la méthodologie en annexe 2 ;

5° l'audit final : l'audit global au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé huit ans après l'audit d'entrée d'une entreprise ou d'une unité d'établissement dans une communauté carbone, afin de vérifier la bonne mise en œuvre du plan d'action évolutif et l'atteinte des objectifs ;

6° l'audit de suivi annuel : audit de suivi au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisé chaque année par une entreprise ou une unité d'établissement entre les audits globaux, afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre des plans d'action individuels et la vérification des trois indices énergie, émissions et renouvelables afin d'assurer la cohérence de la trajectoire avec les objectifs que l'entreprise ou une unité d'établissement s'est fixés dans le cadre de sa contribution à la convention carbone ;

7° l'efficacité énergétique : l'efficacité énergétique au sens de l'arrêté AMUREBA ;

8° l'intensité énergétique : le rapport entre la quantité d'énergie utilisée, toutes sources confondues, et le niveau d'activité qui a nécessité cette énergie ;

9° l'intensité carbone : le rapport entre la quantité d'émissions de gaz à effet de serre, que leur origine soit énergétique ou directement liée à un processus, et le niveau d'activité qui a généré cette émission, exprimée sur la base de la consommation d'énergie, toutes sources confondues, utilisée pour produire cette activité ;

10° l'énergie renouvelable : l'énergie renouvelable au sens de l'article 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique ;

11° le taux de rentabilité interne : le taux d'actualisation qui permet d'égaliser la valeur actualisée nette de tous les flux de trésorerie liés à un projet d'investissement et la valeur de l'investissement initial ;

13° le plan d'action : l'ensemble des actions qui visent à l'amélioration de l'efficacité énergétique, de l'intensité carbone ou à l'augmentation de la part d'énergie provenant de sources renouvelables identifiées par un audit au sens de l'arrêté AMUREBA et retenues dans la fixation des objectifs engageants et indicatifs, tant fermes que conditionnels dans le cadre et pour la durée de la convention carbone ;

14° le rapport annuel de suivi : le rapport transmis et présenté annuellement qui reprend l'ensemble des données de consommation, d'émission et des investissements effectués pour mettre en place des mesures permettant la réalisation des objectifs individuels et collectifs ; ce rapport est accompagné de l'impact potentiel sur l'emploi, la formation et les besoins de reconversion des travailleurs relatif à la mise en place de ces mesures ;

15° l'étude : l'étude de faisabilité au sens de l'arrêté AMUREBA, réalisée pour lever les barrières techniques, administratives ou financières d'une action conditionnelle identifiée par l'audit ;

16° le comité technique : le comité technique au sens de l'article 6 de l'arrêté conventions carbone ;

17° le comité stratégique : le comité stratégique au sens de l'article 7 de l'arrêté conventions carbone ;

18° indice : un indice de performance-clé conforme à la méthodologie en annexe 2 et correspondant à un des 3 axes d'action définis dans l'article 28, 1°, du décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023, en vue de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre, à savoir l'amélioration soit de l'intensité carbone, soit de l'efficacité énergétique, soit de la part d'énergie renouvelable ;



19° indice prioritaire : parmi les trois indices de performance clés, celui retenu par le membre d'une communauté carbone pour définir son objectif engageant conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

20° indice indicatif ; l'un des deux indices de performance clés non retenu par le membre d'une communauté comme indice prioritaire ;

21° objectif engageant : valeur de l'indice prioritaire que le membre d'une communauté se fixe conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, à l'issue de chaque audit global, et qui se décline en une partie ferme, correspondant mathématiquement à l'impact de l'ensemble des actions fermes selon cet axe dans le plan d'action et en une partie conditionnelle, correspondant mathématiquement à l'impact de l'ensemble des actions conditionnelles retenues selon cet axe dans le plan d'action établi par le membre en conformité avec la méthodologie en annexe 2 ;

21° objectifs indicatifs : valeur des indices indicatifs qui se déclinent en une partie ferme, correspondant mathématiquement à l'impact de l'ensemble des actions fermes selon cet axe dans le plan d'action et en une partie conditionnelle, correspondant mathématiquement à l'impact de l'ensemble des actions conditionnelles retenues selon cet axe dans le plan d'action établi par le membre en conformité avec la méthodologie en annexe 2 ;

22° action ferme : piste d'amélioration soit réalisée depuis l'année de référence soit identifiée par l'audit comme rentable et mature techniquement et administrativement suivant les critères de la méthodologie en annexe 2 et qui dès lors contribue avec certitude soit à l'objectif engageant, soit à un des objectifs indicatifs d'un membre d'une communauté ;

23° action conditionnelle : piste d'amélioration identifiée par l'audit comme soit non rentable soit non mature techniquement ou administrativement, et retenue dans le plan d'action conformément à la méthodologie en annexe 2 de l'arrêté pour contribuer potentiellement aux objectifs d'un membre ou d'une communauté, une fois les barrières identifiées levées sur base des résultats d'une étude approfondie ou d'une recherche de financement complémentaire ;

24° action de rupture : action conditionnelle considérée comme particulièrement stratégique pour atteindre à terme la neutralité carbone, mais dont ni la rentabilité ni la faisabilité ne sont favorables selon la méthodologie en annexe 2 et qui requiert le développement d'infrastructures lourdes, impliquant plusieurs membres de la communauté et le support de la communauté carbone pour effectuer le montage de projet, l'approfondissement tant technique qu'administratif ainsi que la constitution d'un montage financier spécifique.

## Art. 2. Engagements de la communauté carbone et de ses membres

Chaque membre de la communauté carbone s'engage individuellement à :

1° établir et publier une vision stratégique, validée par l'organe ayant la compétence pour engager le membre de la communauté carbone, et qui le place sur une trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050, avec des jalons 2030 et 2040 ;

2° s'inscrire dans un processus d'amélioration continue de son empreinte carbone, en mettant en œuvre un système de gestion de l'énergie et du carbone comportant la réalisation d'un audit d'entrée la première année, d'un audit intermédiaire la quatrième année et d'un audit final la huitième année ainsi que d'audits de suivi annuels ;

3° établir un plan d'action qui évolue suivant les résultats des audits, et qui est compatible avec la vision stratégique précitée ;

4° atteindre son objectif engageant individuel visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ;

5° réaliser les actions fermes déterminées conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, ou mettre en œuvre des actions au résultat au minimum équivalent, nécessaires à l'atteinte de leur contribution à l'engagement de la communauté carbone sur base de leur plan d'action individuel ;

6° mettre en œuvre, avant l'audit intermédiaire, les études et moyens nécessaires pour lever les barrières qui s'opposent à la réalisation des actions conditionnelles déterminées conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3<sup>o</sup>, et, si lesdites barrières sont levées, intégrer l'action dans ses actions fermes lors de l'audit intermédiaire ;

7° assurer un suivi de l'ensemble de ses objectifs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et respecter son obligation de rapportage annuel sur les trois indicateurs (objectif engageant et objectifs indicatifs) et sur la mise en œuvre du plan d'action ou d'actions équivalentes ;

8° communiquer sur sa participation à une convention, sur sa vision stratégique, sur sa trajectoire, ainsi que sur ses objectifs et sur ses résultats annuels, y compris sur l'impact potentiel de sa participation sur l'emploi, la formation et les besoins de reconversion des travailleurs, dans le cadre de sa communication relative aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance de son rapport annuel à destination de ses actionnaires, pour les membres d'une communauté carbone qui y sont soumis ;

9° communiquer sur sa participation à une convention, sur sa vision stratégique, sur sa trajectoire, ainsi que sur ses objectifs et sur ses résultats annuels, y compris sur l'impact potentiel de sa participation sur l'emploi, la formation et les besoins de reconversion des travailleurs, à destination des représentants des travailleurs siégeant au Conseil d'entreprise et au comité pour la prévention et la protection des travailleurs, s'ils existent ;

10° contribuer à l'atteinte par la communauté carbone de ses objectifs collectifs, tels que visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ;

11° respecter les dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière environnementale, ou s'engager à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente ;

12° collaborer de bonne foi avec la communauté carbone pour la tenue de ses engagements visés à l'alinéa 2, s'agissant de la transmission des informations pour la rédaction des rapports annuels d'avancement ;

13° collaborer de bonne foi avec les comités technique et stratégique, s'agissant de la transmission d'informations, et participer à leur bonne tenue.

La communauté carbone s'engage à :

1° établir et publier une vision stratégique qui la place sur une trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050, avec des jalons 2030 et 2040 ;

2° établir un plan d'action qui évolue de la même manière que le plan d'action de ses membres et qui est compatible avec la vision stratégique précitée ;

3° atteindre ses trois objectifs visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 ;

4° mettre en œuvre, avant l'audit intermédiaire, les études et moyens nécessaires pour lever les barrières qui s'opposent à la réalisation des actions conditionnelles complémentaires de la communauté déterminée, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, et, si lesdites barrières sont levées, intégrer l'action dans ses objectifs fermes lors de l'audit intermédiaire ;

5° mettre en œuvre les moyens nécessaires pour accompagner ses membres et les aider à lever les barrières qui s'opposent à la réalisation de leurs actions conditionnelles déterminées conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3,

6° assurer un suivi annuel de l'ensemble des objectifs visés à l'article 2, ainsi que rapporter et communiquer les résultats y relatifs sous la forme d'un rapport annuel d'avancement ;

7° le cas échéant, respecter les dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière environnementale ou s'engager à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente ;

8° collaborer de bonne foi avec ses membres pour la tenue de leurs engagements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ;

9° transmettre les informations relatives à l'exécution de la présente convention à ses membres ;

10° transmettre le rapport annuel d'avancement à l'administration et aux experts dans un délai raisonnable avant la réunion de chaque comité technique ;

11° présenter le rapport annuel d'avancement en comité stratégique, après validation par le comité technique à la date convenue avec l'administration.

### Art. 3. Fixation des objectifs

§ 1<sup>er</sup>. La communauté carbone ainsi que chacun de ses membres déterminent leurs objectifs sur base du plan d'action que chacun a établi. Ils fixent leurs objectifs sur base de trois indices de performance-clés :

1° l'indice énergie, qui mesure l'intensité énergétique de l'entreprise ;

2° l'indice émissions, qui mesure l'intensité carbone de l'énergie utilisée et du processus de fabrication ;

3° l'indice renouvelable, qui mesure la part renouvelable dans l'énergie utilisée.

Chaque membre de la communauté carbone définit librement l'indice sur base duquel son objectif engageant est fixé. Les deux autres indices sont des objectifs indicatifs.

Chaque membre de la communauté carbone détermine ses actions fermes pour chacun des trois objectifs et minimum 3 actions conditionnelles pour son objectif engageant. Si les barrières qui s'opposent à la réalisation d'une action conditionnelle sont levées, cette action devient une action ferme.

Les objectifs de la communauté carbone correspondent au minimum à l'agrégation des objectifs engageants fermes et des objectifs indicatifs fermes de l'ensemble de ses membres. Les objectifs ainsi calculés pour la communauté carbone sont engageants pour les trois indices. Par dérogation, dans le cas où un indice n'est retenu par aucun membre de la communauté carbone comme engageant, celui-ci est indicatif pour la communauté.

Pour chacun de ces trois objectifs, la communauté carbone détermine ses propres actions conditionnelles, lesquelles s'ajoutent à l'ensemble de celles de ses membres. Si les barrières qui s'opposent à la réalisation d'une action conditionnelle sont levées, cette action devient une action ferme.

Pour l'application du présent paragraphe, les signataires se réfèrent à la méthodologie établie suivant l'annexe 2 de l'arrêté conventions carbone.

§ 2. Les signataires de la présente convention adjoignent, dans les douze mois de la signature, la partie 2, complétée avec les objectifs de la communauté carbone et de ses membres, tels qu'établis par les audits d'entrée et validés par le comité technique.

### Art. 4. Vérification et contrôle

§ 1<sup>er</sup>. Les membres de la communauté carbone désignent un vérificateur indépendant qui répond aux caractéristiques reprises à l'annexe 3 de l'arrêté convention carbone pour valider la conformité de la méthodologie de calcul de leurs indices et des données permettant ce calcul.

§ 2. La communauté carbone désigne un vérificateur indépendant qui répond aux caractéristiques reprises à l'annexe 3 de l'arrêté convention carbone pour valider la conformité de la méthodologie de calcul de ses indices et des données permettant ce calcul.

Conformément à l'annexe 2 de l'arrêté convention carbone, les experts analysent les audits, les plans d'action et les objectifs de la communauté carbone et de ses membres et remettent un avis aux comités techniques.

### Art. 5. Contreparties

§ 1<sup>er</sup>. La Région wallonne donne accès aux contreparties suivantes pour les membres de la communauté carbone :

1° une réduction de la facture d'électricité par le biais d'une réduction de quotas de certificats verts telle qu'organisée par l'article 25, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité verte ;

2° l'accès à des subventions octroyées après des appels à projets spécifiques et à l'octroi de prêts bonifiés par la société régionale d'investissement au sens du décret du 19 octobre 2022 relatif aux sociétés régionales de développement économique et aux sociétés spécialisées, pour l'activation des actions conditionnelles de rupture, dans la mesure des budgets dédicacés ;

3° l'accès aux subventions qui couvrent les audits énergétiques et les études conformément à l'arrêté AMUREBA, la mise à disposition de compétences pour la réalisation de ces audits et études, la mise en place du plan d'action résultant de cet audit, ainsi que les subventions au profit de la communauté carbone qui visent à couvrir les dépenses résultant de la présente convention, conformément à l'arrêté AMUREBA, dans la mesure des budgets disponibles ;

4° une exonération partielle de la surcharge certificats verts conformément aux conditions reprises à l'article 42bis § 5, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, pour les entreprises éligibles.

§ 2. Pour la durée de la présente convention, la Région wallonne n'impose pas aux membres de la communauté carbone, par voie réglementaire, des exigences supplémentaires en matière d'efficacité énergétique, d'émissions de gaz à effet de serre, ou d'utilisation d'énergie renouvelable pour autant que ces exigences supplémentaires ne sont pas rendues nécessaires par des dispositions de droit international, européen, ou par des impositions légales édictées au niveau fédéral, ou toute décision de justice s'imposant aux autorités wallonnes.

§ 3. Malgré les contreparties énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup>, la communauté carbone et ses membres assument eux-mêmes l'ensemble des coûts visant à la mise en œuvre de la présente convention et à l'exécution des obligations qui leurs sont imposées.

**Art. 6. Durée de la convention**

La convention carbone est signée pour une durée de huit ans et entre en vigueur lors de la signature.

Lors de l'audit final, la convention carbone peut être reconduite pour une même durée. Si une partie s'oppose aux conclusions de l'audit final, la convention carbone n'est pas reconduite. En cas de reconduction, l'audit final s'accompagne d'un audit d'entrée relatif à la nouvelle convention ainsi reconduite.

**Art. 7. Avenants**

Les parties peuvent, d'un commun accord, apporter des modifications à la présente convention.

Les parties modifient la présente convention de la manière suivante :

1° le Gouvernement de la Région wallonne soumet le projet d'avenant à la consultation publique pendant trente jours sur les sites internet dédiés de l'administration ayant en charge l'Énergie et de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat ;

2° les parties contractantes examinent les observations et modifient, le cas échéant, le projet d'avenant ;

3° l'avenant à la convention, signé par les parties contractantes, est publié sur les sites dédiés de l'administration ayant en charge l'énergie et de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat.

**Art. 8. Résiliation anticipée**

Les parties peuvent résilier la présente convention de commun accord si elles observent le délai de résiliation visé à l'alinéa 4 ou s'il n'y a pas d'accord sur l'ambition des objectifs à l'issue de la première année.

La Région wallonne peut résilier la présente convention de manière unilatérale lorsqu'il apparaît que la communauté carbone n'a pas rempli l'un de ses engagements prévus par l'article 2, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> à 11<sup>o</sup>.

La Région wallonne peut résilier la présente convention de manière unilatérale à l'égard d'un membre de la communauté carbone lorsqu'il apparaît que ce membre n'a pas rempli l'un de ses engagements prévus par l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> à 12<sup>o</sup>. Préalablement, l'administration ayant en charge l'Énergie invite le membre de la communauté carbone à se mettre en conformité dans un délai de 6 mois. Si à l'issue de ce délai, ce membre ne remplit toujours pas l'un des engagements visés, le comité stratégique organise son audition. L'administration ayant en charge l'Énergie propose alors au Gouvernement de résilier unilatéralement la convention à l'égard du membre de la communauté carbone concerné.

Tout acte de résiliation de la convention carbone est, sous peine de nullité, notifié par une lettre recommandée aux parties à la convention, moyennant le respect d'un délai de résiliation de six mois. Le délai de résiliation prend cours à partir du premier jour du mois qui suit la notification.

**Art. 9. Inexécution et responsabilités**

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque la communauté carbone ne remplit pas l'une de ses obligations résultant de l'article 2, alinéa 2, 4<sup>o</sup> à 11<sup>o</sup>, l'administration ayant en charge l'Énergie l'invite à se mettre en conformité dans un délai de 6 mois. Si à l'issue de ce délai, la communauté carbone ne remplit toujours pas l'une des obligations visées, l'administration ayant en charge l'Énergie statue sur la récupération de la totalité des sommes octroyées à titre de contreparties visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

Lorsqu'un membre de la communauté carbone ne remplit pas l'une de ses obligations résultant de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup>, l'administration ayant en charge l'Énergie l'invite à se mettre en conformité dans un délai de 6 mois. Si à l'issue de ce délai, ce membre ne remplit toujours pas l'une des obligations visées, l'administration ayant en charge l'Énergie organise son audition. Elle statue alors sur la récupération de la totalité des sommes octroyées à ce membre à titre de contreparties visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

Lorsque le rapport de l'année de l'audit intermédiaire révèle que la communauté carbone n'a pas rempli minimum 75 % de son obligation visée à l'article 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, l'administration ayant en charge l'Énergie examine individuellement pour chaque membre l'atteinte de minimum 50% de son objectif engageant visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et organise l'audition de chaque membre de la communauté carbone qui apparaît ne pas avoir rempli son obligation. L'administration ayant en charge l'Énergie statue alors sur les mesures suivantes :

1° l'obligation pour le membre concerné d'inscrire une provision comptable, pour risques et charges à son passif, équivalente au montant des contreparties visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>. L'inscription de la provision est attestée à l'occasion des comptes annuels par le réviseur d'entreprise ou un expert-comptable certifié.

2° le contrôle annuel, pour chaque membre de la communauté carbone concerné par l'obligation visée au 1<sup>o</sup>, du respect de son obligation visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>. Lorsque le contrôle révèle que le membre de la communauté carbone concerné retrouve sa trajectoire, la provision comptable visée au 1<sup>o</sup> est extournée.

Lorsque l'audit final révèle que la communauté carbone n'a pas rempli son obligation visée à l'article 2, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, l'administration ayant en charge l'Énergie examine individuellement pour chaque membre de la communauté carbone le respect de son objectif engageant correspondant visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et organise l'audition de chaque membre de la communauté carbone qui n'a pas rempli son obligation. L'administration ayant en charge l'Énergie ordonne la récupération, pour l'ensemble des membres n'ayant pas rempli leur obligation, de la totalité des sommes octroyées à titre de contreparties visées à l'article 5 § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les sommes octroyées à titre de contreparties visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, peuvent rester acquises, sur décision de l'administration ayant en charge l'Énergie, dans la mesure de l'investissement pour la mise en œuvre du plan d'action individuel visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, si :

1° le pourcentage suivant des sommes octroyées a été réinvesti pour la mise en œuvre du plan d'action individuels visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> :

a) minimum cinquante pourcents si le membre de la communauté carbone a atteint minimum nonante pourcents de son objectif ;

b) minimum septante-cinq pourcents si le membre de la communauté carbone a atteint moins de nonante pourcents de son objectif ;

2° une des conditions suivantes est remplie :

a) tous les investissements identifiés dans le plan d'action dont le temps de retour sur investissement est inférieur à cinq ans ont été mis en œuvre ;

b) le pourcentage d'énergie consommée à partir de sources provenant de sources renouvelables par rapport à l'énergie totale consommée est égal à l'objectif que la région wallonne s'est fixé.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, les sommes octroyées à titre de contreparties visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 4°, peuvent rester acquises, sur décision de l'administration ayant en charge l'Energie, dans la mesure de l'investissement pour la mise en œuvre du plan d'action individuel visé à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, si une des conditions suivantes est remplie :

1° minimum cinquante pourcents des sommes octroyées a été réinvesti pour la mise en œuvre du plan d'action individuels visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° ;

2° tous les investissements identifiés dans le plan d'action dont le temps de retour sur investissement est inférieur à cinq ans ont été mis en œuvre ;

3° trente pourcents d'électricité consommée provient de sources décarbonées.

§ 4. Un recours facultatif contre les décisions de l'administration est possible auprès du Gouvernement.

#### Art. 10. Désignation des représentants au sein du comité technique

La communauté carbone désigne trois représentants qui participent au comité technique conformément à l'article 7 de l'arrêté conventions carbone.

#### Art. 11. Interprétation et litiges

En cas de litige ou de différend d'interprétation concernant les clauses de la présente convention, ces clauses sont discutées au sein du comité stratégique, qui tente de trouver un accord à l'unanimité sur la manière dont elles sont interprétées.

Si le comité stratégique ne trouve pas un accord, les parties peuvent saisir les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Namur.

#### Art. 12. Effets de la convention

La présente convention est obligatoire pour tous les membres de la communauté carbone qui sont parties à cette convention.

Lorsque, après l'entrée en vigueur de la présente convention, la communauté carbone accueille un nouveau membre, ou lorsqu'un membre la quitte, la convention fait l'objet d'une modification conformément à l'article 7.

Des objectifs individuels visés à l'article 3 sont établis pour le nouveau membre. Les objectifs collectifs visés à l'article 3 sont également adaptés en conséquence.

Lorsqu'un membre de la communauté carbone quitte la Communauté carbone, ce membre reste toutefois tenu des obligations reprises à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la présente convention jusqu'à l'expiration de celle-ci.

#### Art. 13. Confidentialité

Les plans d'action et les données individuelles des membres de la communauté carbone sont confidentiels. Une donnée individuelle ne peut pas être communiquée par la communauté carbone ou la Région wallonne à des tiers sans l'autorisation expresse et écrite du membre de la communauté carbone concerné.

#### Art. 14. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur et est obligatoire pour toutes les parties à partir du jour de sa signature par chaque partie.

#### Art. 15. Droit applicable

La présente convention est soumise au droit belge.

### Partie 2. Objectifs de la convention carbone

#### 1. Objectifs de la communauté carbone

La communauté carbone se fixe pour objectifs :

	Objectifs fermes	Objectifs conditionnels
Indice énergie		
Indice émission		
Indice renouvelable		

La communauté carbone se fixe la trajectoire suivante :

	Jalons 2030	Jalons 2040	Jalons 2050
Indice énergie			
Indice émission			
Indice renouvelable			

Ces objectifs et trajectoire de la communauté carbone sont proposés au Gouvernement qui les valide.



## 2. Objectifs individuels, à décliner pour chaque membre de la communauté

Suite à son audit d'entrée, le membre ... (nom, n° BCE+UE)

de la communauté carbone se fixe les objectifs individuels suivant :

	Indice engageant ou indicatif ?	Objectifs fermes	Objectifs conditionnels
Indice énergie			
Indice émission			
Indice renouvelable			

Il se fixe la trajectoire neutralité carbone suivante :

	Jalons 2030	Jalons 2040	Jalons 2050
Indice énergie			
Indice émission			
Indice renouvelable			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone.  
Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

## Annexe 2 : Méthode de fixation des objectifs

### 1. Contenu de la convention carbone

Une convention carbone individuelle signée entre la Région wallonne et une communauté carbone comprend au moins :

1° la trajectoire de neutralité carbone 2050 de la communauté carbone et de chaque membre signataire avec des jalons intermédiaires 2030 et 2040 ;

2° les 3 objectifs fixés par la Communauté carbone selon les indices énergie, émissions et renouvelables déclinés en objectifs fermes et conditionnels. Ces objectifs sont révisés à chaque cycle d'audit de 4 ans ;

3° les objectifs engageants et indicatifs des membres de la Communauté carbone pour y arriver, déclinés sous leur forme ferme et conditionnelle ;

4° le plan d'action de la communauté carbone tel qu'établi après la réception des audits individuels de ses membres, qui détaille les objectifs fermes et conditionnels des membres de la communauté carbone. Les plans d'action des membres et de la communauté étant évolutifs, ils seront revus lors de l'audit intermédiaire pour y intégrer les nouvelles actions fermes identifiées, ainsi que les actions conditionnelles de l'audit précédent dont les barrières ont été levées.

### 2. Critères relatifs à l'ambition du Gouvernement Wallon

Les objectifs de la communauté carbone contribuent aux objectifs climatiques wallons énoncés aux chapitres 2 et 3 du décret neutralité Carbone du 16 novembre 2023.

### 3. Vision stratégique neutralité carbone

Chacun des membres de la communauté carbone établit une vision stratégique qui le place sur une trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050, avec des jalons 2030 et 2040. Cette stratégie de transition de l'entreprise comporte un scénario crédible et est validée par le management de chaque entreprise.

### 4. Audit global

#### 4.1. Méthodologie d'audit

Les audits globaux sont réalisés suivant la méthodologie AMUREBA par un auditeur labellisé AMUREBA de type généraliste dénomination Industrie.

Le rapport d'audit est conforme au canevas AMUREBA d'audit global publié par l'Administration.

#### 4.2. Périmètre de l'audit

Le périmètre couvert par l'audit reprend l'ensemble des consommations énergétiques et des émissions directes et indirectes (scopes 1 et 2) de l'entité. Les émissions de scope 3 peuvent être incluses si l'entité dispose d'un réel pouvoir d'action sur ses émissions et, d'un moyen de suivi fiable de leur évolution et si elles peuvent être comptabilisées dans les bilans wallons.

#### 4.3. Les classes de faisabilité

L'audit global réalisé classe les actions d'amélioration dans les catégories suivantes :

1° classe de faisabilité R : les actions réalisées depuis l'année de référence ;

2° classe de faisabilité A : les actions considérées comme faisable techniquement, économiquement et administrativement, sans barrière qui en entrave la mise en œuvre ;

3° classe de faisabilité B : les actions considérées comme non matures techniquement ou économiquement (par exemple liée à la complexité du montage financier, l'obtention de permis, ou un dimensionnement spécifique complexe).

#### 4.4. Les classes de rentabilité

Pour chaque action d'amélioration le taux interne de rentabilité, en abrégé « TRI » et le temps de retour sur investissement sont calculés conformément à la méthodologie AMUREBA.

L'audit global classe les actions d'amélioration par ordre décroissant de taux interne de rentabilité et définit 3 classes de rentabilité :

- 1° classe de rentabilité 1 : les actions dont le temps de retour est inférieur ou égal à 3 ans ;
- 2° classe de rentabilité 2 : les actions dont le temps de retour est inférieur ou égal à 5 ans ;
- 3° classe de rentabilité 3 : les actions dont le temps de retour est supérieur à 5 ans.

#### 4.5. Actions conditionnelles et actions de rupture

Parmi les actions de classe de faisabilité A dont le TRI est inférieur au seuil défini au point 5.1 et les actions de classe de faisabilité B, l'entité sélectionne au minimum 3 actions conditionnelles pertinentes au regard de sa trajectoire neutralité carbone et les soumet au Comité technique, après avis de l'Expert technique. Pour ces actions conditionnelles sélectionnées et validées, l'entité réalisera des études approfondies pour tenter de lever les barrières financières, administratives ou techniques identifiées et ainsi pouvoir activer les actions conditionnelles comme actions fermes de l'audit global suivant (intermédiaire ou final).

Certaines de ces actions conditionnelles sont dites de « rupture ». Il s'agit généralement des actions d'infrastructure lourde, impliquant plusieurs membres de la communauté et qui nécessitent le support de la communauté carbone pour en effectuer le montage de projet, approfondissement tant technique qu'administratif ainsi que constitution d'un montage financier spécifique.

Dans la limite des crédits disponibles, les actions conditionnelles de rupture pourront être soumises aux appels à projets spécifiques prévus dans le mécanisme des conventions et obtenir ainsi un financement additionnel du gouvernement wallon pour leur mise en œuvre.

#### 4.6. Implication de la direction

La direction de l'entreprise signe les conclusions du rapport, ce qui valide sa proposition d'engagement.

#### 5. Critères de fixation et de révision des objectifs de l'entité

##### 5.1. Calcul des indices de performance

Les objectifs sont fixés sur base de trois indices de performance-clés :

- 1° l'indice énergie, mesurant l'intensité énergétique de l'entreprise ;
- 2° l'indice émissions, mesurant l'intensité carbone de l'énergie utilisée et du processus de fabrication de cas échéant ;
- 3° l'indice renouvelable, mesurant la part renouvelable dans l'énergie utilisée.

Le calcul de ces indices est précisé dans la méthodologie AMUREBA.

Une fois son plan d'action établi, l'entité fixe librement l'indice prioritaire qu'elle s'engage à atteindre au terme de la convention et qui fixera son objectif engageant et les 2 indices indicatifs qui détermineront sa contribution indicative aux autres objectifs de la communauté.

Le seuil relatif au taux interne de rentabilité, en abrégé « TRI » est fixé à 11%.

La partie ferme d'un objectif de l'entité est calculée en faisant la somme des gains des actions de classe de faisabilité R et A et dont la rentabilité est supérieure au seuil fixé.

La partie conditionnelle d'un objectif de l'entité est fixée en faisant la somme l'objectif fixe et la somme des gains des actions conditionnelles retenues.

##### 5.2. Critères d'évaluation de l'ambition de l'objectif

Les objectifs de l'entité seront challengés par le Comité technique, après avis de l'Expert technique au regard des critères suivants :

- 1° la qualité technique de l'audit et du plan d'action (conformité méthodologique, exhaustivité des actions identifiées) ;
- 2° la contribution effective aux enjeux et engagements wallons en matière énergie et climat ;
- 3° la contribution significativement au-delà du business as usual ;
- 4° le réalisme technique du plan d'action ;
- 5° la proportionnalité des investissements aux contreparties, vérifiée en cas de non-atteinte par la communauté des objectifs visés à l'article 30, 3°, du décret.

##### 5.3. Révision de l'objectif

Toute modification de l'objectif, en ce compris une modification de l'indice prioritaire, est soumise à l'approbation formelle du comité technique.

L'objectif révisé de l'entité à l'issue de l'audit global intermédiaire se compose :

a) d'une partie ferme reprenant:

- 1° les actions fermes d'entrée de l'entité dans l'indice correspondant,
- 2° les actions conditionnelles initiales dont les barrières ont été levées,
- 3° les nouvelles actions A1 identifiées dans l'audit intermédiaire.

b) d'une partie conditionnelle reprenant :

- 1° les actions conditionnelles initiales dont les barrières n'ont pu être levées au cours de la période précédente mais qui restent pertinentes,
- 2° des nouvelles actions conditionnelles identifiées dans l'audit intermédiaire

La partie ferme de l'objectif engageant révisé de l'entité à l'issue de l'audit global intermédiaire ne peut pas être inférieure à la partie ferme de l'objectif engageant d'entrée de l'entité.

La partie conditionnelle de l'objectif engageant révisé doit concerner au moins 3 pistes à investiguer pour tenter d'en lever les barrières sur le nouveau cycle. Le maintien ou l'abandon d'une piste conditionnelle de la période précédente doit être dûment justifié auprès du comité technique.

### 6. Critères de fixation et de révision des objectifs de la communauté carbone

Le Comité technique, après avis de l'Expert technique, évalue les objectifs de la communauté carbone au regard des critères suivants :

- 1° la contribution effective aux enjeux et aux engagements wallons en matière énergie et climat ;
- 2° la contribution significativement au-delà du business as usual, tenant compte de la trajectoire des secteurs dans les ADB2 ;
- 3° la contribution de la communauté carbone à l'émergence de projets de mutualisation entre ses membres.

### 7. L'audit de suivi annuel

#### 7.1. Méthodologie d'audit

Les audits de suivi annuels sont réalisés suivant la méthodologie AMUREBA et doivent être réalisés par un auditeur labellisé AMUREBA de type généraliste dénomination Industrie.

Le rapport d'audit est conforme au canevas AMUREBA d'audit de suivi publié par l'Administration.

#### 7.2. Rapport d'audit

Le rapport d'audit est conforme au canevas AMUREBA d'audit de suivi publié par l'Administration. Il reprendra en plus :

- 1° les investissements mis en œuvre ;
- 2° la consommation d'énergie issue de sources renouvelables et bas carbone, par catégories ;
- 3° la consommation électricité générée à partir de sources décarbonées, par catégories ;
- 4° les propositions de modifications structurelles et d'ajustement conjoncturels.

Le rapport de suivi de l'entité et de la communauté carbone sont transmis à l'administration et à l'expert technique, 30 jours ouvrables minimum avant la tenue du comité technique.

Les propositions de modifications structurelles et d'ajustement conjoncturels seront soumises à l'Expert technique désigné, 30 jours ouvrables minimum avant la tenue du comité technique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone.

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

## Annexe 3. Vérification indépendante

### 1. Vérificateur

Conformément à l'article 4 des conventions, la communauté carbone et chacun de ses membres désignent un vérificateur indépendant qui garantit la fiabilité des données et des calculs d'indices lors de chaque audit global du cycle, qui sont les audits d'entrée, intermédiaire et de sortie.

### 2. Rôle du vérificateur

Le rôle du vérificateur consiste à émettre un avis de vérification et de validation avec un niveau de confiance limitée quant à la fiabilité des données et à la conformité de la méthodologie de calcul des indices permettant de fixer les objectifs et les résultats dans les entités ou dans la communauté carbone.

Cette vérification consiste en la validation de la bonne application de la note méthodologique, ainsi que de l'exactitude des données.

### 3. Evaluation de la conformité

L'évaluation de la conformité sera réalisée selon les principes de la norme ISO/IEC 17029:2019 Evaluation de la conformité - Principes généraux et exigences pour les organismes de validation et de vérification.

### 4. Vérification

Le vérificateur contrôle que les indices sont effectivement représentatifs de la réalité énergétique de l'entité et de son évolution par rapport à l'année de référence, et procède à :

- 1° la vérification des aspects méthodologiques
  - a) le périmètre énergétique ;
  - b) la complétude des rapports par rapport aux canevas AMUREBA publiés par l'administration ;
  - c) les compétences des personnes ressources, en matière de formation ;
  - d) la bonne application des règles relatives aux modifications structurelles et aux ajustements conjoncturels éventuels tels que définis dans la méthodologie AMUREBA ;
  - e) la bonne application des méthodes de calcul des indices telles que définies dans la méthodologie AMUREBA ;
  - f) la prise en compte effective des remarques et des validations apportées par les comités techniques.
- 2° la vérification de l'exactitude des données
  - a) l'exactitude des données sources relatives aux vecteurs énergétiques et aux indicateurs d'activité ;
  - b) l'exactitude du calcul des indicateurs d'activité, l'utilisation des données de référence validées par les comités techniques ;
  - c) les coefficients de conversion imposés dans la méthodologie AMUREBA et les valeurs ETS le cas échéant ;
  - g) les degrés-jours le cas échéant ;
- 3° Vérification des organismes ETS.

Si les données ont déjà fait l'objet d'une vérification reconnue dans le cadre de l'ETS (Règlement (EU) n°2018/2067), le vérificateur ne devra plus les vérifier jusqu'à leur source ; il est suffisant de vérifier que les données présentes dans rapport d'audit sont identiques à celles de la déclaration ETS. Par contre la vérification des aspects méthodologiques du point 3.a. est à réaliser.

#### 5. Critères d'éligibilité à la mission de vérificateur

Le vérificateur respecte les principes suivants pour les organismes de vérification énoncés au paragraphe 4 de la norme ISO 17029:2019 :

- 1° l'impartialité ;
- 2° la compétence ;
- 3° la confidentialité ;
- 4° la transparence ;
- 5° la responsabilité ;
- 6° le traitement des plaintes ;
- 7° l'approche fondée sur les risques.

#### 6. Formation

Le vérificateur suit ou a suivi une formation à la méthodologie orientée sur le processus de vérification. Les modalités d'organisation de cette formation sont fixées par le Ministre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone.  
Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

### **Annexe 4. Experts techniques**

#### 1. Désignation des experts techniques

Le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Énergie et l'Agence wallonne de l'Air et du Climat désignent par marché public des prestataires de services pour assurer l'expertise indépendante requise pour l'accompagnement des conventions carbone. Les experts techniques sont désignés pour 4 ans.

#### 2. Rôle des experts techniques

Les experts facilitent la préparation, l'analyse et la mise en forme des informations nécessaires au pilotage des conventions carbonées. Les experts sont les conseillers méthodologiques des conventions carbonées que le Gouvernement wallon désigne.

Les experts garantissent l'égalité de traitement méthodologique entre tous les membres et toutes les communautés carbone.

Les experts sont les garants méthodologiques et les conseillers techniques, également au service des auditeurs, des communautés carbone et de leurs membres, dans la mesure de la mission qui leur est confiée par le Gouvernement wallon.

Les experts peuvent jouer le rôle de modérateur entre les représentants de l'autorité publique, les communautés carbone et les entités.

Conformément aux articles 7 et 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 conventions carbone, les experts siègent à titre consultatif dans les comités techniques et stratégiques.

#### 3. Mission des experts techniques

Les experts techniques communiquent des avis techniques à destination des comités technique et stratégique, afin de leur permettre de se positionner pour leurs prises de décision, validation des objectifs, amendements, suivi annuel et éventuels manquements et sanctions.

1° Relativement aux audits globaux, les experts techniques : analysent la conformité méthodologique de chaque audit global du cycle de huit ans, entrée, intermédiaire et final ;

2° analysent la qualité technique des modèles énergétiques ;

3° analysent la qualité technique des plans d'action des membres et de la communauté carbone ;

4° évaluent l'engagement des membres et de la communauté carbone au regard des critères fixés par le Gouvernement wallon à (l'annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024);

5° assistent une communauté carbone dans son travail de consolidation des données en vérifiant leur cohérence ;

Relativement aux audits de suivi, les experts techniques :

1° analysent les propositions d'ajustements structurels et conjoncturels des indices ;

2° rédigent des propositions d'amélioration à destination des comités techniques et stratégiques pour résoudre les problèmes techniques rencontrés individuellement ;

3° assurent le suivi rigoureux des trajectoires de chaque communauté carbone vers leur objectif contractuel ;

4° valident les résultats globaux des communautés carbone au niveau du comité technique et de l'ensemble du mécanisme au niveau du comité stratégique ;

5° contribuent à la préparation des rapports annuels et quadri-annuels ;

6° participent à la présentation publique des résultats des conventions.

Les experts assument le rôle de référent méthodologique et garantissent la bonne application du cadre technique des conventions, tant au niveau individuel des entités qu'au niveau mutualisé des communautés carbone. Dans ce cadre, les experts :

1° mettent à jour la note méthodologique AMUREBA et, le cas échéant, proposent des amendements à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone, au fur et à mesure des besoins exprimés par les Autorités wallonnes et lorsque la situation rencontrée est valable pour tous les participants aux différentes conventions ;

2° proposent des réponses techniques aux auditeurs labellisés AMUREBA dans le cadre des conventions carbone ;

3° organisent les formations à destination des auditeurs labellisés AMUREBA.

Dans l'exercice de leur mission, les experts travaillent en toute neutralité et indépendance vis-à-vis des entités et des communautés carbonées concernées. Ils sont tenus à un devoir de stricte confidentialité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> février 2024 relatif aux conventions carbone.

Namur, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/004276]

#### 1. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 12 Ziffer 2;

Aufgrund des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO<sub>2</sub>-Neutralität, Artikel 30 Absatz 2 und Artikel 33 Absatz 1 Ziffer 4;

Aufgrund des am 27. Juni 2023 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 12. Juni 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 10. Januar 2024, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrats Nr. 74.956/4;

Aufgrund der am 14. September 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 11 des Sachverständigenausschusses für Klimafragen;

In Erwägung der am 2. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Verbands Wallonischer Unternehmen ("Union wallonne des Entreprises");

In Erwägung der am 20. September 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Aufgrund des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften;

In Erwägung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

In Erwägung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA);

In Erwägung der Verordnung (EU) 2021/1119 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Juni 2021 zur Schaffung des Rahmens für die Verwirklichung der Klimaneutralität und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 401/2009 und (EU) 2018/1999 (Europäisches Klimagesetz), die das Ziel der Union, bis 2050 klimaneutral zu werden, sowie ihre Zwischenziele, die Reduzierung der Treibhausgasemissionen bis 2030 um 55 % gegenüber dem Stand von 1990, auf der Grundlage des Green Deal vorsieht;

In der Erwägung, dass die Verordnung 2018/1999 vom 11. Dezember 2018 über das Governance-System für die Energieunion und für den Klimaschutz die Mitgliedsstaaten verpflichtet, der Europäischen Kommission integrierte nationale Energie- und Klimapläne sowie deren regelmäßige Aktualisierungen zu übermitteln. Der wallonische Beitrag zu diesem Plan ist im wallonischen Plan Luft Klima Energie2030 enthalten;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2018/2001 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen vorschreibt, dass der Anteil von Energie aus erneuerbaren Quellen am Bruttoendenergieverbrauch der Union im Jahr 2030 mindestens 32% betragen muss. Im Rahmen des Plans REPowerEU zur Stärkung der Energieunabhängigkeit Europas sollte dieses Ziel auf 45% angehoben werden;

In Erwägung der Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG, die wichtige Ziele zur Verbesserung der Energieeffizienz für die Mitgliedsstaaten vorsieht, die im Rahmen des Plans REPowerEU noch weiter erhöht werden. Zu den Maßnahmen, die zu diesem Zweck ergriffen werden, können unter anderem freiwillige Vereinbarungen mit Unternehmen oder öffentlichen Einrichtungen gehören;

In Erwägung des am 15. Dezember 2015 verabschiedeten Übereinkommens von Paris, dem die Wallonische Region per Dekret vom 24. November 2016 zugestimmt hat und das die Begrenzung des Anstiegs der globalen Durchschnittstemperatur auf deutlich unter 2°C gegenüber dem vorindustriellen Niveau und die Fortsetzung der Maßnahmen zur Begrenzung des Temperaturanstiegs auf 1,5°C gegenüber dem vorindustriellen Niveau vorsieht;



In der Erwägung, dass auf EU-Ebene ein Emissionshandelssystem (EHS) eingeführt wurde, das die ihm unterliegenden Sektoren verpflichtet, ihre Kohlendioxidemissionen, abgekürzt "CO<sub>2</sub>", um 62 % gegenüber 2005 zu senken, und dass die Lastenverteilungsverordnung (Effort Sharing Regulation), abgekürzt "ESR", nationale Ziele für die Reduzierung der Emissionen aus dem Straßenverkehr, der Gebäudeheizung, der Landwirtschaft, kleinen Industrieanlagen und der Abfallwirtschaft festlegt, wobei diese Sektoren, die bisher nicht unter das Emissionshandelssystem der Europäischen Union, abgekürzt "EU-EHS", fielen, ihre CO<sub>2</sub>-Emissionen um 40% im Vergleich zu 2005 senken müssen

In Erwägung des am 21. März 2023 verabschiedeten Plans "Luft Klima Energie 2030" der Wallonischen Region, in dem sich die Wallonie verpflichtet hat, ihre CO<sub>2</sub>-Emissionen bis zum Jahr 2030 um 55% im Vergleich zum Jahr 1990 zu senken;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region für die Zeiträume 2003 bis 2013 und 2013 bis 2023 freiwillige Vereinbarungen getroffen hat, die als "Branchenvereinbarungen" der ersten und zweiten Generation bezeichnet werden. Diese vertraglichen Instrumente stellen ein wichtiges Instrument der Regionalpolitik dar, sowohl im Hinblick auf das Ziel der Dekarbonisierung und der Energieeffizienz in der Industrie als auch im Hinblick auf die Erhaltung der Wettbewerbsfähigkeit;

In Erwägung des am 20. März 2023 veröffentlichten sechsten zusammenfassenden Berichts des Zwischenstaatlichen Ausschusses für Klimaänderungen (IPCC), in dem betont wird, dass die vom Menschen verursachten Treibhausgasemissionen bislang zu einer beispiellosen Erwärmung des Klimas geführt haben, dass die Emissionen in den letzten Jahrzehnten weiter zugenommen haben und dass die Risiken und Bedrohungen für die Sicherheit und das Wohlergehen der Welt hervorgehoben werden, die sich aus einer anhaltenden globalen Erwärmung ergeben würden, wenn keine größeren Maßnahmen ergriffen werden:

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen und Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret zur CO<sub>2</sub>-Neutralität: das Dekret zur CO<sub>2</sub>-Neutralität vom 16. November 2023;

AMUREBA-Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA);

3° Eingangsaudit: eine umfassende Prüfung im Sinne des AMUREBA-Erlasses, die von Unternehmen oder Betriebseinheiten beim Eintritt in eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft durchgeführt wird und einen ersten Aktionsplan, die drei Leistungsindizes Energie, Emissionen und erneuerbare Energien festlegt und die Werte für das verbindliche Ziel sowie die festen und bedingten Richtziele, die sich das Unternehmen oder eine Betriebseinheit setzt, festlegt;

4° Zwischenaudit: eine umfassende Prüfung im Sinne des AMUREBA-Erlasses, das vier Jahre nach dem Audit zum Eintritt eines Unternehmens oder einer Betriebseinheit in eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft durchgeführt wird, um den Aktionsplan des Unternehmens oder der Betriebseinheit durch die Einbeziehung neuer Maßnahmen weiterzuentwickeln;

5° Abschlussaudit: eine umfassende Prüfung im Sinne des AMUREBA-Erlasses, das acht Jahre nach dem Audit zum Eintritt eines Unternehmens oder einer Betriebseinheit in eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft durchgeführt wird, um die ordnungsgemäße Umsetzung des fortlaufenden Aktionsplans und die Erreichung der Ziele zu überprüfen;

6° Jährliches Folgeaudit: Folgeaudit im Sinne des AMUREBA-Erlasses, das jährlich von einem Unternehmen oder einer Betriebseinheit zwischen den globalen Audits durchgeführt wird, um die Umsetzung der individuellen Aktionspläne zu überwachen und die drei Indizes Energie, Emissionen und erneuerbare Energien zu überprüfen, um die Übereinstimmung des Kurses mit den Zielen zu gewährleisten, die sich das Unternehmen oder die Betriebseinheit im Rahmen seines Beitrags zum Kohlenstoffübereinkommen gesetzt hat;

7° Treibhausgasemissionen: Treibhausgasemissionen im Sinne der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates, einschließlich Emissionen aus Prozessen (Scope 1-Emissionen) und Emissionen aus Energieträgern einschließlich Strom (Scope 2-Emissionen), wobei indirekte Emissionen, die nicht unter Scope 1 und 2 fallen (Scope 3-Emissionen), gegebenenfalls gemäß Anhang 2 zu berücksichtigen sind.

**Art. 3** - Gemäß Artikel 29 Ziffer 2 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität erfüllt die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft zum Zeitpunkt der Unterzeichnung des Kohlenstoffübereinkommens mindestens eines der folgenden Kriterien:

1° das Mindestvolumen der Treibhausgasemissionen in CO<sub>2</sub>-Äquivalenten der Gemeinschaft beträgt mehr als fünfzigtausend Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent;

2° das Mindestvolumen des Endenergieverbrauchs der Gemeinschaft beträgt mehr als 150 Gigawattstunden;

3° das Potenzial zur Reduzierung seiner Treibhausgasemissionen während der Laufzeit des Vertrags beträgt mehr als fünfzehntausend Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent.

**Art. 4** - Jede CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft unterzeichnet mit der Wallonischen Region eine CO<sub>2</sub>-Vereinbarung gemäß dem Modell in Anhang 1.

Die Unterzeichner legen die Ziele der Vereinbarung fest und folgen dabei der in Anhang 2 aufgeführten Methodik. Die Unterzeichner legen der wallonischen Regierung einen Vorschlag für die Ziele zur Genehmigung vor.

**Art. 5** - Die Eingangs-, Zwischen- und Abschlussaudits werden innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des Audits einer unabhängigen Überprüfung gemäß Anhang 3 unterzogen.

Die Qualität und der Inhalt des Eingangs-, Zwischen- und Abschlussaudits werden von den technischen Experten gemäß Anhang 4 analysiert.

Die Berichte der unabhängigen Überprüfung und des technischen Gutachtens werden dem technischen Ausschuss für die Vereinbarungen vorgelegt.

**Art. 6 - § 1.** Für jede CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft wird ein technischer Ausschuss eingerichtet, der mindestens einmal im Jahr zusammentritt, um die Leistungen der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und jedes ihrer Mitglieder im Hinblick auf die festen und bedingten Ziele zu überprüfen.

Der technische Ausschuss kann auf Antrag der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft oder eines oder mehrerer ihrer Mitglieder tätig werden, um Lösungen für jedes aufgetretene technische Problem zu finden. Seine Arbeitsweise wird durch eine Geschäftsordnung geregelt, die er auf seiner ersten Sitzung beschließt.

§ 2. Der technische Ausschuss besteht aus:

- 1° drei Vertretern der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft;
- 2° einem Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;
- 3° einem Vertreter der Wallonischen Luft- und Klimaagentur (Agence wallonne de l'air et du climat);
- 4° einem Vertreter des Klimaministers und einem Vertreter des Energieministers;
- 5° einem Vertreter des Wirtschaftsministers, auf Einladung, der in beratender Funktion tagt;
- 6° den in Artikel 5 § 2 erwähnten technischen Experten, die in beratender Funktion tagen.

Der technische Ausschuss berät im Konsens.

Wenn kein Konsens erzielt werden kann, wird gemäß den Bestimmungen der Geschäftsordnung abgestimmt. Der technische Ausschuss beschließt mit der einfachen Mehrheit seiner anwesenden Mitglieder, wobei beratende Stimmen ausgeschlossen sind. Der Vertreter des Klimaministers hat eine ausschlaggebende Stimme.

§ 3 Der technische Ausschuss führt folgende Aufgaben aus:

1° er bestätigt die technische Qualität der Eingangs-, Zwischen- und Abschlussaudits, den Inhalt der Aktionspläne und die Festlegung der Ziele auf der Grundlage der festen und bedingten Aktionen der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und ihrer Mitglieder;

2° er bestätigt die jährlichen Fortschrittsberichte der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und ihrer Mitglieder, die Fortschritte bei der Erreichung der im Rahmen der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung festgelegten Ziele der Unterzeichner und der Umsetzung der im Rahmen dieser Vereinbarung erstellten Aktionspläne sowie mögliche Anpassungen oder Änderungen an diesen Plänen;

3° er analysiert die technischen und methodischen Probleme, auf die die Mitglieder und die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft stoßen, und versucht, eine Lösung dafür zu finden;

4° er berichtet über die oben genannten Aufgaben an den strategischen Ausschuss.

**Art. 7 - § 1.** Die Regierung ernennt die Mitglieder des strategischen Ausschusses auf Vorschlag der vertretenen Einrichtungen. Der strategische Ausschuss tritt einmal im Jahr zusammen, um die Verwaltung der CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen zu gewährleisten. Der eingerichtete strategische Ausschuss verabschiedet im Laufe seiner ersten Versammlung eine Geschäftsordnung.

Der strategische Ausschuss hört jede Partei oder jeden Sachverständigen an, deren/dessen Anhörung er für notwendig erachtet.

§ 2. Der strategische Ausschuss besteht aus:

- 1° einem Vertreter pro CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft ;
- 2° einem Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;
- 3° einem Vertreter der Wallonischen Luft- und Klimaagentur (Agence wallonne de l'air et du climat);
- 4° einem Vertreter des Klimaministers und einem Vertreter des Energieministers;
- 5° einem Vertreter des Ministers für Wirtschaft, der in beratender Funktion tagt;
- 6° einem Vertreter des wallonischen Unternehmensverbands und einem Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen, die in beratender Funktion tagen;
- 7° einem Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen und einem Vertreter der Umweltorganisationen, die in den Pools Energie und Umwelt im Sinne des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion vertreten sind, die in beratender Funktion tagen;
- 8° den in Artikel 5 § 2 erwähnten technischen Experten, die in beratender Funktion tagen;
- 9° einem Vertreter der regionalen Investitionsgesellschaft im Sinne des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften, der in beratender Funktion tagt;
- 10° jedem Vertreter, dessen Anwesenheit der strategische Ausschuss für relevant hält, der in beratender Funktion tagt.

Der strategische Ausschuss berät im Konsens. Wenn kein Konsens erzielt werden kann, wird gemäß den Bestimmungen der Geschäftsordnung abgestimmt. Der strategische Ausschuss beschließt mit der einfachen Mehrheit seiner anwesenden Mitglieder, wobei beratende Stimmen ausgeschlossen sind. Der Vertreter des Klimaministers hat eine ausschlaggebende Stimme.

§ 3. Der strategische Ausschuss führt folgende Aufgaben aus:

1° er nimmt die vom technischen Ausschuss vorgelegten Ergebnisse zur Kenntnis und prüft und bestätigt eventuelle Änderungen der Ziele;

2° er führt die in Artikel 34 Ziffer 2 erwähnte Konsultation durch und bestätigt den in Artikel 36 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität erwähnten Zusatz zur CO<sub>2</sub>-Vereinbarung;

3° er bestätigt den in Artikel 35 Absatz 2 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität genannten Jahresbericht;

4° er hebt bewährte Praktiken der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften oder einzelner Mitglieder hervor, um den Erfahrungsaustausch zu fördern;

5° er prüft mögliche Änderungen an der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung;

6° er nimmt die Fälle der Nichterfüllung von Verpflichtungen, die sich aus der Vereinbarung ergeben, mögliche Streitigkeiten und Auslegungstreitigkeiten in Bezug auf die Vereinbarung zur Kenntnis;

7° er prüft die von den technischen Ausschüssen mitgeteilten technischen Probleme und Lösungen, um die Kohärenz zwischen den CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften zu gewährleisten;

8° er bestätigt den in Artikel 35 Absatz 1 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität genannten Jahresbericht;

**Art. 8** - Um die Kontinuität der erhaltenen Beihilfen zu gewährleisten, kann in der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung das Datum festgelegt werden, ab dem die Mitglieder die Gegenleistungen erhalten können, wobei dieses Datum nicht länger als sechs Monate vor der Unterzeichnung der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung zurückliegen darf.

**Art. 9** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

### Anhang 1: Muster CO<sub>2</sub>-Vereinbarung und Ziele

Teil 1 - Muster CO<sub>2</sub>-Vereinbarung

Vereinbarung zwischen

einerseits

der Wallonischen Region,

vertreten durch den Minister für Klima und Energie.

und andererseits

[...]

Als Vertreter der in Anhang 1 zu dieser Vereinbarung genannten Mitglieder

Im Folgenden als "CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft" bezeichnet

Gemeinsam im Folgenden als "die Parteien" bezeichnet

Unter folgender Voraussetzung:

Mit Beschluss vom ... (Datum) hat die Wallonische Regierung die für [...] zuständigen Minister mit dem Abschluss der oben genannten CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen beauftragt.

Aufgrund des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität vom 16. November 2023 über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen mit Unternehmen im Rahmen von CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften und zur Änderung des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen;

Aufgrund des AMUREBA-Erlasses vom 1. Februar 2024;

Die Parteien haben folgendes vereinbart:

**Artikel 1** - Definitionen:

1° der Erlass über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen;

2° der AMUREBA-Erlass: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die Gewährung von Subventionen für Audits oder Studien im Nichtwohnsektor zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung (AMUREBA);

3° das Eingangsaudit: eine umfassende Prüfung im Sinne des AMUREBA-Erlasses, die von Unternehmen oder von Betriebseinheiten, die sich um den Beitritt zu einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft bewerben, durchgeführt wird, und einen ersten Aktionsplan, die drei Leistungsindizes Energie, Emissionen und erneuerbare Energien festlegt und die Werte für das verbindliche Ziel sowie die festen und bedingten Richtziele, die sich das Unternehmen oder eine Betriebseinheit für die Teilnahme an einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft setzt;

4° das Zwischenaudit: eine umfassende Prüfung im Sinne des AMUREBA-Erlasses, das vier Jahre nach dem Audit zum Eintritt eines Unternehmens oder einer Betriebseinheit in eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft durchgeführt wird, um den Aktionsplan des Unternehmens oder der Betriebseinheit durch die Einbeziehung neuer Maßnahmen gemäß der Methodik in Anhang 2 weiterzuentwickeln;

5° Abschlussaudit: eine umfassende Prüfung im Sinne des AMUREBA-Erlasses, das acht Jahre nach dem Audit zum Eintritt eines Unternehmens oder einer Betriebseinheit in eine CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft durchgeführt wird, um die ordnungsgemäße Umsetzung des fortlaufenden Aktionsplans und die Erreichung der Ziele zu überprüfen;

6° das jährliche Folgeaudit: das Folgeaudit im Sinne des AMUREBA-Erlasses, das jährlich von einem Unternehmen oder einer Betriebseinheit zwischen den globalen Audits durchgeführt wird, um die Umsetzung der individuellen Aktionspläne zu überwachen und die drei Indizes Energie, Emissionen und erneuerbare Energien zu überprüfen, um die Übereinstimmung des Kurses mit den Zielen zu gewährleisten, die sich das Unternehmen oder die Betriebseinheit im Rahmen seines Beitrags zum Kohlenstoffübereinkommen gesetzt hat;

7° die Energieeffizienz: die Energieeffizienz im Sinne des AMUREBA-Erlasses;

8° die Energieintensität: das Verhältnis zwischen der Menge der eingesetzten Energie aus allen Quellen und dem Umfang der Aktivität, für die diese Energie benötigt wurde;

9° die Kohlenstoffintensität: das Verhältnis zwischen der Menge der Treibhausgasemissionen, unabhängig davon, ob sie energiebedingt oder direkt prozessbedingt sind, und dem Umfang der Aktivität, die diese Emission verursacht hat, ausgedrückt auf der Grundlage des Energieverbrauchs aus allen Quellen, der zur Erzeugung dieser Aktivität verwendet wird;

10° die erneuerbare Energie: die erneuerbare Energie im Sinne von Artikel 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze;

11° der interne Zinsfuß: der Diskontsatz, der den Nettobarwert aller mit einem Investitionsprojekt verbundenen Cashflows und den Wert der Anfangsinvestition ausgleicht;

13° der Aktionsplan: die Gesamtheit der Aktionen, die auf die Verbesserung der Energieeffizienz, der Kohlenstoffintensität oder die Erhöhung des Anteils der Energie aus erneuerbaren Quellen abzielen, die durch ein Audit im Sinne des AMUREBA-Erlasses identifiziert und bei der Festlegung der verbindlichen und indikativen, sowohl festen als auch bedingten Ziele im Rahmen und für die Dauer der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung berücksichtigt wurden;

14° der jährliche Fortschrittsbericht: der jährlich übermittelte und vorgelegte Bericht, der alle Verbrauchs- und Emissionsdaten sowie die getätigten Investitionen zur Einführung von Maßnahmen zur Erreichung der individuellen und kollektiven Ziele enthält; diesem Bericht werden die potenziellen Auswirkungen auf die Beschäftigung, die Ausbildung und den Umschulungsbedarf von Arbeitnehmern im Zusammenhang mit der Einführung dieser Maßnahmen beigelegt;

15° die Studie: die Durchführbarkeitsstudie im Sinne des AMUREBA-Erlasses, die durchgeführt wird, um die technischen, administrativen oder finanziellen Hindernisse für eine durch die Prüfung identifizierte bedingte Aktion zu beseitigen;

16° der technische Ausschuss: der technische Ausschuss im Sinne von Artikel 6 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen;

17° der strategische Ausschuss: der strategische Ausschuss im Sinne von Artikel 7 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen;

18° der Index: ein Kohlenstoffintensität gemäß der Methodik in Anhang 2, der einem der drei in Artikel 28 Ziffer 1 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität vom 16. November 2023 definierten Handlungsschwerpunkte entspricht, um die Nettotreibhausgasemissionen zu reduzieren, d.h. Verbesserung entweder der Kohlenstoffintensität, der Energieeffizienz oder des Anteils erneuerbarer Energien;

19° der Prioritätsindex: unter den drei Schlüsselleistungsindizes derjenige, den das Mitglied einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft zur Festlegung seines verbindlichen Ziels gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 2 gewählt hat;

20° der indikative Index; einer der beiden Schlüsselleistungsindizes, der von dem Mitglied einer Gemeinschaft nicht als vorrangiger Index gewählt wurde;

21° das verbindliche Ziel: der Wert des prioritären Indexes, den sich das Mitglied einer Gemeinschaft gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 2 am Ende jeder umfassenden Prüfung setzt und der sich in einen festen Teil, der mathematisch der Auswirkung aller festen Aktionen gemäß dieser Achse im Aktionsplan entspricht, und in einen bedingten Teil, der mathematisch der Auswirkung aller bedingten Aktionen entspricht, die gemäß dieser Achse in dem vom Mitglied in Übereinstimmung mit der Methodik in Anhang 2 erstellten Aktionsplan ausgewählt wurden, untergliedert;

21° Richtziele: der Wert der Richtindizes, die sich in einen festen Teil, der mathematisch der Auswirkung aller festen Aktionen gemäß dieser Achse im Aktionsplan entspricht, und in einen bedingten Teil, der mathematisch der Auswirkung aller bedingten Aktionen entspricht, die gemäß dieser Achse in dem vom Mitglied in Übereinstimmung mit der Methodik in Anhang 2 erstellten Aktionsplan ausgewählt wurden, untergliedern;

22° die feste Aktion: ein Verbesserungsweg, der entweder seit dem Bezugsjahr realisiert wurde oder durch das Audit als kosteneffektiv und technisch und verwaltungstechnisch ausgereift gemäß den Kriterien der Methodik in Anhang 2 identifiziert wurde und der daher mit Sicherheit entweder zum verbindlichen Ziel oder zu einem der Richtziele eines Mitglieds einer Gemeinschaft beiträgt;

23° die bedingte Aktion: ein Verbesserungsweg, der durch das Audit als entweder unwirtschaftlich oder technisch oder verwaltungstechnisch nicht ausgereift identifiziert und gemäß der Methodik in Anhang 2 des Erlasses im Aktionsplan festgehalten wird, um potenziell zu den Zielen eines Mitglieds oder einer Gemeinschaft beizutragen, sobald die identifizierten Hindernisse auf der Grundlage der Ergebnisse einer eingehenden Studie oder einer Suche nach zusätzlicher Finanzierung beseitigt wurden;

24° die durchbrechende Aktion: eine bedingte Aktion, die als besonders strategisch für das Erreichen der CO<sub>2</sub>-Neutralität angesehen wird, deren Kosteneffizienz und Durchführbarkeit jedoch gemäß der Methodik in Anhang 2 nicht günstig sind und die die Entwicklung einer schweren Infrastruktur erfordert, an der mehrere Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft beteiligt sind, und die die Unterstützung der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft für die Projektentwicklung, die technische und verwaltungstechnische Vertiefung sowie die Zusammenstellung eines spezifischen Finanzpakets erfordert.

## **Art. 2 - Verpflichtungen der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und ihrer Mitglieder**

Jedes Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft geht individuell folgende Verpflichtungen ein:

1° eine strategische Vision erstellen und veröffentlichen, die von dem Organ bestätigt wird, das befugt ist, das Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft zu verpflichten, und die das Mitglied auf einen Kurs in zur Kohlenstoffneutralität bis 2050 mit den Meilensteinen 2030 und 2040 bringt;

2° einen Prozess der kontinuierlichen Verbesserung seiner CO<sub>2</sub>-Bilanz einleiten, indem er ein Energie- und CO<sub>2</sub>-Managementsystem umsetzt, das die Durchführung eines Eingangsaudits im ersten Jahr, eines Zwischenaudits im vierten Jahr und eines Abschlussaudits im achten Jahr sowie jährliche Folgeaudits umfasst;

3° einen Aktionsplan aufstellen, der sich entsprechend den Ergebnissen der Audits weiterentwickelt und mit der oben genannten strategischen Vision vereinbar ist;

4° sein individuelles verbindliches Ziel gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 2 erreichen;

5° die gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 3 festgelegten festen Aktionen durchführen oder Aktionen mit mindestens gleichwertigem Ergebnis umsetzen, die notwendig sind, um ihren Beitrag zur Verpflichtung der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft auf der Grundlage ihres individuellen Aktionsplans zu erreichen;

6° vor dem Zwischenaudit die notwendigen Untersuchungen und Mittel einsetzen, um die Hindernisse zu beseitigen, die der Durchführung der gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 3 bestimmten bedingten Aktionen entgegenstehen, und, wenn diese Hindernisse beseitigt sind, die Aktion beim Zwischenaudit in seine festen Aktionen aufnehmen;

7° eine Überwachung aller seiner in Artikel 3 § 1 Absatz 1 genannten Ziele gewährleisten und seiner Verpflichtung zur jährlichen Berichterstattung über die drei Indikatoren (verbindliches Ziel und Richtziele) und über die Umsetzung des Aktionsplans oder gleichwertiger Maßnahmen nachkommen;



8° seine Beteiligung an einer Vereinbarung, seine strategische Vision, seinen Kurs sowie seine jährlichen Ziele und Ergebnisse mitteilen, einschließlich der potenziellen Auswirkungen seiner Beteiligung auf die Beschäftigung, Ausbildung und den Umschulungsbedarf von Arbeitnehmern, als Teil seiner Mitteilung über die Umwelt-, Sozial- und Governance-Kriterien in dem Jahresbericht an seine Aktionäre, für die Mitglieder einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, die diesen unterliegen;

9° seine Beteiligung an einer Vereinbarung, seine strategische Vision, seinen Kurs sowie seine jährlichen Ziele und Ergebnisse, einschließlich der potenziellen Auswirkungen seiner Beteiligung auf die Beschäftigung, Ausbildung und den Umschulungsbedarf von Arbeitnehmern an die Arbeitnehmervertreter im Betriebsrat und im Ausschuss für Gefahrenverhütung und Schutz der Arbeitnehmer, sofern vorhanden, mitteilen;

10° dazu beitragen, dass die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft ihre kollektiven Ziele, wie in Artikel 3 § 1 Absatz 4 genannt, erreicht;

11° die für ihn geltenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Umweltbereich einhalten oder sich verpflichten, die Vorschriften innerhalb der von der zuständigen Behörde gesetzten Fristen einzuhalten;

12° mit der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft bei der Erfüllung ihrer in Absatz 2 genannten Verpflichtungen nach Treu und Glauben zusammenzuarbeiten, was die Übermittlung von Informationen für die Erstellung der jährlichen Fortschrittsberichte betrifft;

13° mit dem technischen und strategischen Ausschuss nach Treu und Glauben zusammenarbeiten, wenn es um die Weitergabe von Informationen geht, und an der ordnungsgemäßen Durchführung dieser Ausschüsse teilnehmen.

Die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft geht folgende Verpflichtungen ein:

1° eine strategische Vision erstellen und veröffentlichen, die sie auf einen Pfad zur Kohlenstoffneutralität bis 2050 mit den Meilensteinen 2030 und 2040 bringt;

2° einen Aktionsplan aufstellen, der sich entsprechend den Ergebnissen der Audits weiterentwickelt und mit der oben genannten strategischen Vision vereinbar ist;

3° ihre drei Ziele gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 4 erreichen;

4° vor dem Zwischenaudit die notwendigen Untersuchungen und Mittel einsetzen, um die Hindernisse zu beseitigen, die der Durchführung der gemäß Artikel 3 § 1 Absatz 5 bestimmten ergänzenden bedingten Aktionen der bestimmten Gemeinschaft entgegenstehen, und, wenn diese Hindernisse beseitigt sind, die Aktion beim Zwischenaudit in ihre festen Ziele aufnehmen;

5° die notwendigen Mittel einsetzen, um ihre Mitglieder zu begleiten und ihnen zu helfen, die Hindernisse zu beseitigen, die der Durchführung ihrer gemäß Artikel 3 § 1, Absatz 3 festgelegten bedingten Aktionen entgegenstehen,

6° eine jährliche Überwachung aller in Artikel 2 genannten Ziele zu gewährleisten und über die entsprechenden Ergebnisse in Form eines jährlichen Fortschrittsberichts Bericht erstatten mitteilen;

7° die für sie geltenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen im Umweltbereich einhalten oder sich verpflichten, die Vorschriften innerhalb der von der zuständigen Verwaltung gesetzten Fristen einzuhalten;

8° mit ihren Mitgliedern in gutem Glauben bei der Erfüllung ihrer in Absatz 1 genannten Verpflichtungen zusammenzuarbeiten;

9° Informationen über die Durchführung dieser Vereinbarung an ihre Mitglieder weiterleiten ;

10° den jährlichen Fortschrittsbericht an die Verwaltung und die Experten innerhalb einer angemessenen Frist vor der Sitzung jedes technischen Ausschusses weiterleiten;

11° den jährlichen Fortschrittsbericht dem strategischen Ausschuss vorlegen, nachdem er vom technischen Ausschuss zu einem mit der Verwaltung vereinbarten Zeitpunkt bestätigt wurde.

### Art. 3 - Festlegen von Zielen

§ 1. Die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft sowie jedes ihrer Mitglieder legen ihre Ziele auf der Grundlage des Aktionsplans fest, den jedes Mitglied aufgestellt hat. Sie legen ihre Ziele auf der Grundlage von drei Schlüsselleistungsindizes fest:

1° der Energieindex, der die Energieintensität des Unternehmens misst;

2° der Emissionsindex, der die Kohlenstoffintensität der eingesetzten Energie und des Herstellungsprozesses misst;

3° der erneuerbare Index, der den erneuerbaren Anteil an der verwendeten Energie misst.

Jedes Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft legt den Index, auf dessen Grundlage sein verbindliches Ziel festgelegt wird, frei fest. Die beiden anderen Indizes sind Richtziele.

Jedes Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft bestimmt seine verbindlichen Aktionen für jedes der drei Ziele und mindestens drei bedingte Aktionen für sein verbindliches Ziel. Wenn die Hindernisse, die der Durchführung einer bedingten Aktion entgegenstehen, beseitigt werden, wird diese Handlung zu einer festen Aktion.

Die Ziele der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft entsprechen mindestens der Aggregation der verbindlichen Ziele und der verbindlichen Richtziele aller ihrer Mitglieder. Die so berechneten Ziele für die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft sind für alle drei Indizes verbindlich. Abweichend davon gilt: Wenn ein Index von keinem Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft als verbindlich angesehen wird, gilt er für die Gemeinschaft als Richtindex.

Für jedes dieser drei Ziele legt die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft ihre eigenen bedingten Aktionen fest, die zusätzlich zu allen anderen Aktionen ihrer Mitglieder gelten. Wenn die Hindernisse, die der Durchführung einer bedingten Aktion entgegenstehen, beseitigt werden, wird diese Handlung zu einer festen Aktion.

Für die Anwendung des vorliegenden Paragraphen beziehen sich die Unterzeichner auf die in Anhang 2 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen festgelegte Methode.

§ 2. Die Unterzeichner dieser Vereinbarung fügen innerhalb von zwölf Monaten nach der Unterzeichnung Teil 2 hinzu, der mit den Zielen der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und ihrer Mitglieder ergänzt wird, die durch die Eingangsaudits ermittelt und vom technischen Ausschuss bestätigt wurden.

### Art. 4 - Überprüfung und Kontrolle

§ 1. Die Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft benennen einen unabhängigen Prüfer, der die in Anhang 3 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen aufgeführten Merkmale erfüllt, um die Konformität der Methodik zur Berechnung ihrer Indizes und der Daten, die diese Berechnung ermöglichen, zu bestätigen.



§ 2. Die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft benennt einen unabhängigen Prüfer, der die in Anhang 3 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen aufgeführten Merkmale erfüllt, um die Konformität der Methodik zur Berechnung ihrer Indizes und der Daten, die diese Berechnung ermöglichen, zu bestätigen.

Gemäß Anhang 2 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen analysieren die Experten die Audits, Aktionspläne und Ziele der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und ihrer Mitglieder und legen den technischen Ausschüssen eine Stellungnahme vor.

#### **Art. 5 - Gegenleistungen**

§ 1. Die Wallonische Region gewährt Mitgliedern der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft Zugang zu folgenden Gegenleistungen:

1° Reduzierung der Stromrechnung durch eine Reduzierung der Quoten für grüne Zertifikate, wie sie in Artikel 25 § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des Grünstroms organisiert ist;

2° Zugang zu Subventionen, die nach spezifischen Projektausschreibungen gewährt werden, und zur Gewährung von zinsgünstigen Darlehen durch die regionale Investitionsgesellschaft im Sinne des Dekrets vom 19. Oktober 2022 über regionale Gesellschaften für Wirtschaftsentwicklung und über spezialisierte Gesellschaften, zur Aktivierung der bedingten durchbrechenden Aktionen, im Umfang der dafür vorgesehenen Haushaltsmittel;

3° Zugang zu Subventionen, die Energieaudits und Studien gemäß dem AMUREBA-Erlass abdecken, die Bereitstellung von Fachwissen für die Durchführung dieser Audits und Studien, die Umsetzung des aus diesem Audit resultierenden Aktionsplans sowie Subventionen zugunsten der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften, die darauf abzielen, die aus dieser Vereinbarung resultierenden Ausgaben gemäß dem AMUREBA-Erlass zu decken, im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel;

4° eine teilweise Befreiung vom Zuschlag für grüne Zertifikate gemäß den in Artikel 42*bis* § 5 Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts aufgeführten Bedingungen für die beihilfezulässigen Unternehmen.

§ 2. Für die Dauer dieser Vereinbarung erlegt die Wallonische Region den Mitgliedern der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft nicht im Rahmen von Verwaltungsvorschriften zusätzliche Anforderungen in Bezug auf die Energieeffizienz, die Treibhausgasemissionen oder die Nutzung erneuerbarer Energien auf, sofern diese zusätzlichen Anforderungen nicht durch Bestimmungen des internationalen oder europäischen Rechts, durch auf föderaler Ebene erlassene gesetzliche Auflagen oder durch eine gerichtliche Entscheidung, die für die wallonischen Behörden verbindlich ist, erforderlich sind.

§ 3. Trotz der in Paragraf 1 aufgeführten Gegenleistungen tragen die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und ihre Mitglieder alle Kosten für die Durchführung dieser Vereinbarung und die Erfüllung der ihnen auferlegten Verpflichtungen selbst.

#### **Art. 6 - Dauer der Vereinbarung**

Die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird für eine Dauer von acht Jahren unterzeichnet und tritt mit der Unterzeichnung in Kraft.

Beim Abschlussaudit kann die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung um die gleiche Dauer verlängert werden. Wenn eine Partei gegen die Ergebnisse des Abschlussaudits Einspruch erhebt, wird die CO<sub>2</sub>-Vereinbarung nicht verlängert. Im Falle einer Verlängerung wird das Abschlussaudit von einem Eingangsaudit begleitet, das sich auf die so verlängerte neue Vereinbarung bezieht.

#### **Art. 7 - Zusätze**

Die Parteien können in gegenseitigem Einvernehmen Änderungen an dieser Vereinbarung vornehmen.

Die Parteien ändern die vorliegende Vereinbarung wie folgt:

1° die Regierung der Wallonischen Region unterbreitet den Entwurf der Zusatzvereinbarung dreißig Tage lang auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Wallonischen Luft- und Klimaagentur zur öffentlichen Anhörung;

2° die Vertragsparteien prüfen die Bemerkungen und ändern gegebenenfalls den Entwurf der Zusatzvereinbarung;

3° die von den Vertragsparteien unterzeichnete Zusatzvereinbarung wird dreißig Tage lang auf den entsprechenden Internetseiten der für Energie zuständigen Verwaltung und der Wallonischen Luft- und Klimaagentur veröffentlicht.

#### **Art. 8 - Vorzeitige Kündigung**

Die Parteien können diese Vereinbarung in beiderseitigem Einvernehmen kündigen, wenn sie die Kündigungsfrist gemäß Absatz 4 einhalten oder wenn nach dem ersten Jahr keine Einigung über die angestrebten Ziele erzielt wurde.

Die Wallonische Region kann diese Vereinbarung einseitig kündigen, wenn sich herausstellt, dass die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft eine ihrer in Artikel 2 Absatz 2 Ziffern 1, 2 und 4 bis 11 vorgesehenen Verpflichtungen nicht erfüllt hat.

Die Wallonische Region kann diese Vereinbarung einseitig in Bezug auf ein Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft kündigen, wenn sich herausstellt, dass dieses Mitglied eine seiner in Artikel 2, Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 und 5 bis 12 vorgesehenen Verpflichtungen nicht erfüllt hat. Vorher fordert die Energiebehörde das Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft auf, innerhalb von sechs Monaten seine Verpflichtungen zu erfüllen. Wenn dieses Mitglied nach Ablauf dieser Frist eine der genannten Verpflichtungen immer noch nicht erfüllt, organisiert der strategische Ausschuss seine Anhörung. Die für Energie zuständige Verwaltung schlägt der Regierung daraufhin vor, die Vereinbarung gegenüber dem betroffenen Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft einseitig zu kündigen.

Jede Kündigung der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung wird den Parteien der Vereinbarung unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von sechs Monaten per Einschreiben mitgeteilt, andernfalls ist sie ungültig. Die Kündigungsfrist läuft ab dem ersten Tag des auf die Zustellung folgenden Monats.

#### **Art. 9 - Nichterfüllung und Verantwortlichkeiten**

§ 1. Wenn die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft eine ihrer Verpflichtungen aus Artikel 2 Absatz 2 Ziffern 4 bis 11 nicht erfüllt, wird sie von der für Energie zuständigen Verwaltung aufgefordert, innerhalb von sechs Monaten für die Erfüllung der Verpflichtungen zu sorgen. Wenn die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft nach Ablauf dieser Frist eine der genannten Verpflichtungen immer noch nicht erfüllt, entscheidet die für Energie zuständige Verwaltung über die Rückforderung der Gesamtheit der als Gegenleistung gemäß Artikel 5 § 1 gewährten Beträge.

Erfüllt ein Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft eine ihrer Verpflichtungen aus Artikel 2 Absatz 1 Ziffern 5 bis 10 nicht, so fordert die für Energie zuständige Verwaltung das Mitglied auf, innerhalb von sechs Monaten für die Erfüllung dieser Verpflichtung zu sorgen. Wenn das Mitglied nach Ablauf dieser Frist eine der genannten Pflichten noch immer nicht erfüllt, organisiert die für Energie zuständige Behörde seine Anhörung. Sie entscheidet dann über die Rückforderung der Gesamtheit der diesem Mitglied als Gegenleistung gemäß Artikel 5 § 1 gewährten Beträge.

Wenn der Bericht des Jahres des Zwischenaudits zeigt, dass die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft nicht mindestens 75 % ihrer Verpflichtung gemäß Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 3 erfüllt hat, prüft die für Energie zuständige Verwaltung für jedes Mitglied einzeln, ob es mindestens 50 % seines verbindlichen Ziels gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 erreicht hat, und organisiert die Anhörung jedes Mitglieds der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, für das festgestellt wurde, dass es seine Verpflichtung nicht erfüllt hat. Die für Energie zuständige Verwaltung entscheidet dann über folgende Maßnahmen:

1° die Verpflichtung des betroffenen Mitglieds, eine buchhalterische Rückstellung für Risiken und Kosten in seine Passiva aufzunehmen, die dem Betrag der in Artikel 5 § 1 genannten Gegenleistungen entspricht. Die Eintragung der Rückstellung wird anlässlich des Jahresabschlusses vom Betriebsrevisor oder einem zertifizierten Buchprüfer bestätigt.

2° die jährliche Kontrolle für jedes Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, das von der in Ziffer 1 genannten Verpflichtung betroffen ist, ob es seiner in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Verpflichtung nachkommt. Wenn die Überprüfung ergibt, dass das betroffene Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft wieder auf Kurs ist, wird die in Ziffer 1° genannte buchhalterische Rückstellung aufgelöst.

Wenn das Abschlussaudit zeigt, dass die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft ihre Verpflichtung gemäß Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 3 nicht erfüllt hat, prüft die für Energie zuständige Verwaltung für jedes Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft einzeln, ob es sein entsprechendes verbindliches Ziel gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 4 erreicht hat, und organisiert die Anhörung jedes Mitglieds der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, das seine Verpflichtung nicht erfüllt hat. Die für die Energie zuständige Verwaltung ordnet an, dass von allen Mitgliedern, die ihrer Verpflichtung nicht nachgekommen sind, die Gesamtheit der als Gegenleistungen gewährten Beträge gemäß Artikel 5 § 1 zurückgefordert wird.

§ 2. Abweichend von Paragraf 1 können die als Gegenleistungen gewährten Beträge gemäß Artikel 5 § 1 Ziffer 1 auf Beschluss der für Energie zuständigen Verwaltung im Umfang der Investition für die Umsetzung des individuellen Aktionsplans gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 einbehalten werden, wenn:

1° folgender Prozentsatz der gewährten Beträge für die Umsetzung des individuellen Aktionsplans gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 reinvestiert wurde:

a) mindestens fünfzig Prozent, wenn das Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft mindestens neunzig Prozent seines Ziels erreicht hat;

a) mindestens fünfundsiebzig Prozent, wenn das Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft weniger als neunzig Prozent seines Ziels erreicht hat;

2° wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

a) alle im Aktionsplan ausgewiesenen Investitionen mit einer Dauer für die Investitionsrentabilität von weniger als fünf Jahren wurden umgesetzt;

b) der Anteil der mit Energie aus erneuerbaren Quellen verbrauchten Energie an der insgesamt verbrauchten Energie entspricht dem Ziel, das sich die Wallonische Region gesetzt hat.

§ 3. Abweichend von Paragraf 1 können die als Gegenleistungen gewährten Beträge gemäß Artikel 5 § 1 Ziffer 1 auf Beschluss der für Energie zuständigen Verwaltung im Umfang der Investition für die Umsetzung des individuellen Aktionsplans gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 gewährt bleiben, wenn:

1° wenigstens fünfzig Prozent der gewährten Beträge für die Umsetzung des individuellen Aktionsplans gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 reinvestiert wurden;

2° alle im Aktionsplan ausgewiesenen Investitionen mit einer Dauer für die Investitionsrentabilität von weniger als fünf Jahren umgesetzt wurden;

3° dreißig Prozent des verbrauchten Stroms aus CO<sub>2</sub>-freien Quellen stammen.

§ 4. Eine fakultative Beschwerde gegen Entscheidungen der Verwaltung ist bei der Regierung möglich.

#### **Art. 10 - Ernennung der Vertreter im technischen Ausschuss**

Die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft ernennt drei Vertreter, die gemäß Artikel 7 des Erlasses über CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen am technischen Ausschuss teilnehmen.

#### **Art. 11 - Auslegung und Streitigkeiten**

Im Falle einer Streitigkeit oder einer Auslegungsdifferenz bezüglich der Klauseln dieser Vereinbarung werden diese Klauseln im strategischen Ausschuss erörtert, der versucht, eine einstimmige Einigung über die Art und Weise ihrer Auslegung zu erzielen.

Wenn der strategische Ausschuss keine Einigung erzielt, können die Parteien die Gerichte des Gerichtsbezirks Namur anrufen.

#### **Art. 12 - Rechtsfolgen der Vereinbarung**

Diese Vereinbarung ist für alle Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, die Vertragsparteien dieser Vereinbarung sind, verbindlich.

Wenn die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft nach Inkrafttreten dieser Vereinbarung ein neues Mitglied aufnimmt oder ein Mitglied die Gemeinschaft verlässt, wird die Vereinbarung gemäß Artikel 7 geändert.

Für das neue Mitglied werden individuelle Ziele gemäß Artikel 3 festgelegt. Auch die in Artikel 3 genannten kollektiven Ziele werden entsprechend angepasst.

Wenn ein Mitglied der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft verlässt, bleibt dieses Mitglied jedoch bis zum Ablauf dieser Vereinbarung an die in Artikel 2 Absatz 1 dieser Vereinbarung aufgeführten Verpflichtungen gebunden.

#### **Art. 13 - Vertraulichkeit**

Die Aktionspläne und individuelle Angabe der Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft werden vertraulich behandelt. Eine einzelne Angabe darf von der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft oder der Wallonischen Region nicht ohne die ausdrückliche schriftliche Genehmigung des betreffenden Mitglieds der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft an Dritte weitergegeben werden.

**Art. 14 - Inkrafttreten**

Diese Vereinbarung tritt am Tag ihrer Unterzeichnung durch jede Partei in Kraft und ist für alle Parteien verbindlich.

**Art. 15 - Anwendbares Recht**

Die vorliegende Vereinbarung unterliegt dem belgischen Recht.

**Teil 2 - Ziele der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung****1. Ziele der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft**

Die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft setzt sich folgende Ziele:

	Feste Ziele	Bedingte Ziele
Energie-Index		
Emissionsindex		
Erneuerbarer Index		

Die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft setzt sich den folgenden Kurs:

	Meilensteine 2030	Meilensteine 2040	Meilensteine 2050
Energie-Index			
Emissionsindex			
Erneuerbarer Index			

Diese Ziele und der Kurs der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft werden der Regierung vorgeschlagen, die sie bestätigt.

**2. Individuelle Ziele, die an jedes Mitglied der Gemeinschaft angepasst werden müssen**

Im Anschluss an sein Eingangsaudit setzt sich das Mitglied ... (Name, EZB+EU-Nummer) der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft folgende individuelle Ziele:

	Verbindlicher Index oder Richtindex?	Feste Ziele	Bedingte Ziele
Energie-Index			
Emissionsindex			
Erneuerbarer Index			

Er setzt sich den folgenden Kurs hin zur Klimaneutralität:

	Meilensteine 2030	Meilensteine 2040	Meilensteine 2050
Energie-Index			
Emissionsindex			
Erneuerbarer Index			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

**Anhang 2: Methode zur Festlegung von Zielen****1. Inhalt der CO<sub>2</sub>-Vereinbarung**

Eine individuelle CO<sub>2</sub>-Vereinbarung, die zwischen der Wallonischen Region und einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft unterzeichnet wurde, umfasst mindestens:

1° den Kurs hin zur CO<sub>2</sub>-Neutralität 2050 der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und jedes unterzeichnenden Mitglieds mit den Zwischenmeilensteinen 2030 und 2040;

2° die drei von der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft festgelegten Ziele nach den Indizes Energie, Emissionen und erneuerbare Energien, die in feste und bedingte Ziele untergliedert sind. Diese Ziele werden in jedem vierjährigen Auditzyklus überprüft;

3° die verbindlichen Ziele und die Richtziele der Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, um dies zu erreichen, untergliedert in ihrer festen und bedingten Form;

4° den Aktionsplan der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft, wie er nach Erhalt der individuellen Audits der Mitglieder erstellt wurde, in dem die festen und bedingten Ziele der Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft detailliert aufgeführt sind. Da sich die Aktionspläne der Mitglieder und der Gemeinschaft weiterentwickeln, werden sie beim Zwischenaudit überprüft, um die neu identifizierten festen Maßnahmen sowie die bedingten Maßnahmen aus dem vorherigen Audit, deren Hindernisse beseitigt wurden, einzubeziehen.

## 2. Kriterien in Bezug auf die angestrebten Ziele der Wallonischen Regierung

Die Ziele der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft tragen zu den wallonischen Klimazielen bei, die in den Kapiteln 2 und 3 des Dekrets zur CO<sub>2</sub>-Neutralität vom 16. November 2023 dargelegt sind.

### 3. Strategische Vision CO<sub>2</sub>-Neutralität

Jedes der Mitglieder der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft erstellt eine strategische Vision, die es auf einen Kurs hin zur Kohlenstoffneutralität bis 2050 mit den Meilensteinen 2030 und 2040 bringt; Diese Übergangsstrategie des Unternehmens beinhaltet ein glaubwürdiges Szenario und wird vom Management jedes Unternehmens bestätigt.

### 4. Globales Energieaudit

#### 4.1. Audit-Methodik

Globale Audits werden nach der AMUREBA-Methode von einem Auditor mit AMUREBA-Gütesiegel durchgeführt, der eine allgemeine Bezeichnung für die Industrie hat.

Der Auditbericht entspricht dem von der Verwaltung veröffentlichten AMUREBA-Muster für das globale Audit.

#### 4.2. Umkreis des Audits

Der Umfang des Audits umfasst den gesamten Energieverbrauch sowie die direkten und indirekten Emissionen (Scope 1 und 2) des Unternehmens. Scope-3-Emissionen können einbezogen werden, wenn das Unternehmen über eine echte Einflussmöglichkeit auf seine Emissionen und ein zuverlässiges Mittel zur Überwachung ihrer Entwicklung verfügt und wenn sie in den wallonischen Bilanzen erfasst werden können.

#### 4.3. Durchführbarkeitsklassen

Das durchgeführte globale Audit ordnet die Verbesserungsaktionen in die folgenden Kategorien ein:

1° Durchführbarkeitsklasse R: die seit dem Bezugsjahr durchgeführten Aktionen;

2° Durchführbarkeitsklasse A: Aktionen, die als technisch, wirtschaftlich und verwaltungstechnisch machbar angesehen werden, ohne Barrieren, die ihre Umsetzung behindern;

3° Durchführbarkeitsklasse B: Aktionen, die als technisch oder wirtschaftlich nicht ausgereift gelten (z. B. aufgrund der Komplexität der Finanzierung, der Einholung von Genehmigungen oder einer komplexen spezifischen Dimensionierung).

#### 4.4. Rentabilitätsklassen

Für jede Verbesserungsaktion werden der interne Zinsfuß, abgekürzt "IRR" für Internal Rate of Return, und die Dauer für die Investitionsrentabilität gemäß der AMUREBA-Methode berechnet.

Das globale Audit ordnet die Verbesserungsaktionen in absteigender Reihenfolge dem internen Zinsfuß zu und definiert 3 Rentabilitätsklassen:

1° Rentabilitätsklasse 1: Aktionen mit einer Dauer für die Investitionsrentabilität von bis zu drei Jahren;

2° Rentabilitätsklasse 2: Aktionen mit einer Dauer für die Investitionsrentabilität von bis zu fünf Jahren;

3° Rentabilitätsklasse 3: Aktionen mit einer Dauer für die Investitionsrentabilität von mehr als fünf Jahren.

#### 4.5. Bedingte Aktionen und durchbrechende Aktionen

Unter den Aktionen der Durchführbarkeitsklasse A, deren IRR unter dem in Punkt 5.1 festgelegten Schwellenwert liegt, und den Aktionen der Durchführbarkeitsklasse B wählt die Einheit mindestens drei bedingte Maßnahmen aus, die für seinen Kurs hin zur Klimaneutralität relevant sind, und legt sie nach Stellungnahme des technischen Experten dem technischen Ausschuss vor. Für diese ausgewählten und bestätigten bedingten Aktionen wird die Einheit eingehende Untersuchungen durchführen, um zu versuchen, die identifizierten finanziellen, verwaltungstechnischen oder technischen Hindernisse zu beseitigen und so die bedingten Aktionen als feste Aktionen des nächsten globalen Audits (Zwischen- oder Abschlussaudit) aktivieren zu können.

Einige dieser bedingten Aktionen werden als "durchbrechend" bezeichnet. Hierbei handelt es sich in der Regel um große Infrastrukturprojekte, an denen mehrere Mitglieder der Gemeinschaft beteiligt sind und die die Unterstützung der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft für die Projektentwicklung, die technische und verwaltungstechnische Vertiefung sowie die Erstellung eines spezifischen Finanzierungspakets erfordern.

Im Rahmen der verfügbaren Mittel können die bedingten durchbrechenden Aktionen den im Mechanismus der Vereinbarungen vorgesehenen spezifischen Projektausschreibungen unterzogen werden und so eine zusätzliche Finanzierung der wallonischen Regierung für ihre Umsetzung erhalten.

#### 4.6. Beteiligung der Unternehmensleitung

Die Unternehmensleitung unterzeichnet die Schlussfolgerungen des Berichts und bestätigt damit ihren Vorschlag zur Einstellung.

## 5. Kriterien für die Festlegung und Überprüfung von Zielen der Einheit

### 5.1. Berechnung der Leistungsindizes

Die Ziele werden auf der Grundlage von drei Schlüsselleistungsindizes festgelegt:

1° der Energieindex, der die Energieintensität des Unternehmens misst;

2° der Emissionsindex, der die Kohlenstoffintensität der eingesetzten Energie und ggf. des Herstellungsprozesses misst;

3° der erneuerbare Index, der den erneuerbaren Anteil an der verwendeten Energie misst.

Die Berechnung dieser Indizes wird in der AMUREBA-Methodik näher erläutert.

Sobald der Aktionsplan erstellt ist, legt die Einheit frei den Prioritätsindex fest, den sie bis zum Ende der Vereinbarung erreichen will und der ihr verbindliches Ziel festlegt, sowie die beiden Richtindizes, die ihren Richtbeitrag zu den anderen Zielen der Gemeinschaft bestimmen.

Der Schwellenwert für den internen Zinsfuß, abgekürzt "IRR", wird auf 11% festgelegt.

Der feste Anteil eines Ziels der Einheit wird berechnet, indem die Gewinne der Aktien mit den Durchführbarkeitsklassen R und A, deren Rentabilität über dem festgelegten Schwellenwert liegt, zusammengerechnet werden.

Der bedingte Teil eines Ziels der Einheit wird festgelegt, indem die Summe des festen Ziels und die Summe der Gewinne der ausgewählten bedingten Aktionen gebildet wird.

## 5.2. Kriterien für die Bewertung des angestrebten Ziels

Die Ziele der Einheit werden vom technischen Ausschuss nach Beratung durch den technischen Experten anhand der folgenden Kriterien hinterfragt:

- 1° die technische Qualität des Audits und des Aktionsplans (methodische Übereinstimmung, Vollständigkeit der identifizierten Maßnahmen);
- 2° der effektive Beitrag zu den wallonischen Herausforderungen und Verpflichtungen im Bereich Energie und Klima;
- 3° der Beitrag, der signifikant über das "Business as usual" hinausgeht;
- 4° die technische Realisierbarkeit des Aktionsplans;
- 5° die Verhältnismäßigkeit der Investitionen zu den Gegenleistungen, die überprüft wird, wenn die Gemeinschaft die in Artikel 30 Ziffer 3 des Dekrets genannten Ziele nicht erreicht.

## 5.3. Revision der Zielsetzung

Jede Änderung des Ziels, einschließlich einer Änderung des Prioritätsindex, bedarf der formellen Zustimmung des technischen Ausschusses.

Das überarbeitete Ziel der Einheit nach Abschluss des globalen Zwischenaudits setzt sich zusammen aus:

a) einem festen Teil, der folgendes umfasst:

- 1° die festen Aktionen zur Aufnahme der Einheit in den entsprechenden Index,
- 2° die ursprünglichen bedingten Aktionen, deren Hindernisse aufgehoben wurden,
- 3° die neuen A1-Aktionen, die anlässlich des Zwischenaudits identifiziert wurden.

b) einem bedingten Teil, der folgendes umfasst:

- 1° die ursprünglichen bedingten Aktionen, deren Hindernisse in dem vorherigen Zeitraum nicht beseitigt werden konnten, die aber weiterhin relevant sind,
- 2° die neuen bedingten Aktionen, die anlässlich des Zwischenaudits identifiziert wurden.

Der verbindliche Teil des überarbeitenden verbindlichen Ziels des Unternehmens nach dem globalen Zwischenaudit darf nicht niedriger sein als der verbindliche Teil des verbindlichen Ziels, das das Unternehmen zu Beginn festgelegt hat.

Der bedingte Teil des überarbeiteten verbindlichen Ziels muss sich auf mindestens drei Wege beziehen, die untersucht werden müssen, um zu versuchen, die Hindernisse im neuen Zyklus zu beseitigen. Die Beibehaltung oder der Verzicht auf einen bedingten Weg aus dem vorherigen Zeitraum muss gegenüber dem technischen Ausschuss hinreichend begründet werden.

## 6. Kriterien für die Festlegung und Überprüfung von Zielen der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft

Der technische Ausschuss bewertet nach Stellungnahme des technischen Experten die Ziele der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft anhand folgender Kriterien:

- 1° der effektive Beitrag zu den wallonischen Herausforderungen und Verpflichtungen im Bereich Energie und Klima;
- 2° der Beitrag, der signifikant über das "Business as usual" hinausgeht, unter Berücksichtigung des Kurses der Sektoren in den Branchenabkommen 2;
- 3° der Beitrag der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft zur Entstehung von Mutualisierungsprojekten zwischen ihren Mitgliedern.

## 7. Jährliches Follow-up-Audit

### 7.1. Audit-Methodik

Die jährlich durchgeführten Follow-up-Audits werden nach der AMUREBA-Methode von einem Auditor mit AMUREBA-Gütesiegel durchgeführt, der eine allgemeine Bezeichnung für die Industrie hat.

Der Auditbericht entspricht dem von der Verwaltung veröffentlichten AMUREBA-Muster für das Follow-up-Audit.

### 7.2. Der Auditbericht

Der Auditbericht entspricht dem von der Verwaltung veröffentlichten AMUREBA-Muster für das Follow-up-Audit. Er umfasst zudem:

- 1° die getätigten Investitionen;
- 2° der Verbrauch von Energie aus erneuerbaren Quellen und mit niedrigem CO<sub>2</sub>-Gehalt, nach Kategorien;
- 3° Stromverbrauch, der aus CO<sub>2</sub>-freien Quellen erzeugt wurde, nach Kategorien;
- 4° Vorschläge für strukturelle Änderungen und Konjunkturanpassungen.

Der Fortschrittsbericht der Einheit und der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft werden der Verwaltung und dem technischen Experten mindestens 30 Arbeitstage vor der Tagung des technischen Ausschusses übermittelt.

Vorschläge für strukturelle Änderungen und Konjunkturanpassungen werden dem benannten technischen Experten mindestens 30 Arbeitstage vor der Tagung des technischen Ausschusses vorgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY



### Anhang 3 - Unabhängige Prüfung

#### 1. Prüfer

Gemäß Artikel 4 der Vereinbarungen ernennen die CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft und jedes ihrer Mitglieder einen unabhängigen Prüfer, der die Zuverlässigkeit der Daten und Indexberechnungen bei jedem globalen Audit des Zyklus, bei der es sich um die Eingangs-, Zwischen- und Abschlussaudits handelt, gewährleistet.

#### 2. Rolle des Prüfers

Die Rolle des Prüfers besteht darin, mit begrenztem Vertrauen in die Zuverlässigkeit der Daten und die Konformität der Methodik zur Berechnung der Indizes, mit denen die Ziele und Ergebnisse in den Einheiten oder in der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft festgelegt werden, ein Gutachten zur Überprüfung und Validierung abzugeben.

Diese Überprüfung besteht in der Validierung der korrekten Anwendung der Methodik sowie der Genauigkeit der Daten.

#### 3. Konformitätsbewertung

Die Konformitätsbewertung wird nach den Grundsätzen der Norm ISO/IEC 17029:2019 Konformitätsbewertung - Allgemeine Grundsätze und Anforderungen an Validierungs- und Verifizierungsstellen - durchgeführt.

#### 4. Überprüfung

Der Prüfer prüft, ob die Indizes tatsächlich repräsentativ für die energiebezogene Realität des Unternehmens und ihre Entwicklung im Vergleich zum Bezugsjahr sind, und hat folgende Schritte durchzuführen:

1° Überprüfung methodischer Aspekte

- a) Energieperimeter;
- b) die Vollständigkeit der Berichte im Vergleich zu den von der Verwaltung veröffentlichten AMUREBA-Mustern;
- c) die Kompetenzen der Ansprechpartner, in Bezug auf die Ausbildung;
- d) die ordnungsgemäße Anwendung der Regeln für strukturelle Veränderungen und mögliche Konjunkturanpassungen, wie sie in der AMUREBA-Methodik festgelegt sind;
- e) die korrekte Anwendung der Methoden zur Berechnung der Indizes, wie sie in der AMUREBA-Methodik festgelegt sind;
- f) die tatsächliche Berücksichtigung der von den technischen Ausschüssen eingebrachten Anmerkungen und Bestätigungen.

2° die Überprüfung der Richtigkeit der Daten

- a) die Richtigkeit der Quelldaten zu Energieträgern und Aktivitätsindikatoren;
- b) die Genauigkeit der Berechnung der Aktivitätsindikatoren, die Verwendung von Referenzdaten, die von den technischen Ausschüssen validiert wurden;
- c) die in der AMUREBA-Methodik vorgeschriebenen Umrechnungskoeffizienten und gegebenenfalls die ETS-Werte;
- g) ggf. die Heizgradtage;

3° Überprüfung von EHS-Stellen.

Wenn die Daten bereits Gegenstand einer anerkannten Prüfung im Rahmen des EHS (Verordnung (EU) Nr. 2018/2067) waren, muss der Prüfer die Daten nicht mehr bis zu ihrer Quelle prüfen; es reicht aus, zu prüfen, ob die Daten im Prüfbericht mit denen in der EHS-Meldung identisch sind. Die Überprüfung der methodischen Aspekte von Punkt 3.a. ist hingegen durchzuführen.

#### 5. Kriterien für die Eignung als Prüfer

Der Prüfer hält die folgenden Grundsätze für Verifizierungsstellen ein, die in Absatz 4 der Norm ISO 17029:2019 festgelegt sind:

- 1° Unparteilichkeit;
- 2° Fachkenntnis;
- 3° Vertraulichkeit;
- 4° Transparenz;
- 5° Verantwortung;
- 6° Bearbeitung der Beschwerden;
- 7° Risikobasierter Ansatz.

#### 6. Ausbildung

Der Prüfer nimmt an einer Ausbildung in der am Prüfungsprozess orientierten Methodik teil oder hat an einer solchen Ausbildung teilgenommen. Der Inhalt dieser Ausbildung wird durch den Minister festgelegt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

### Anhang 4 - Technische Experten

#### 1. Benennung der technischen Experten

Der Öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie und die Wallonische Luft- und Klimaagentur benennen im Rahmen eines öffentlichen Auftrags Dienstleistungserbringer, um die unabhängige Expertise zu gewährleisten, die für die Begleitung der CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen erforderlich ist. Die technischen Experten werden für vier Jahre benannt.

## 2. Rolle der technischen Experten

Die Experten erleichtern die Vorbereitung, Analyse und Formatierung der Informationen, die zur Steuerung der CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen notwendig sind. Die Experten sind die methodologischen Berater der CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen, die die Wallonische Regierung benennt.

Die Experten gewährleisten die methodische Gleichbehandlung aller Mitglieder und CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften.

Die Experten sind die methodischen Garanten und technischen Berater, die auch den Prüfern, den CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften und ihren Mitgliedern zur Verfügung stehen, sofern sie den ihnen von der Wallonischen Regierung zugewiesenen Auftrag erfüllen.

Experten können als Moderatoren zwischen Verwaltungsvertretern, CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften und Einheiten auftreten.

Gemäß den Artikeln 7 und 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen sind die Experten mit beratender Funktion in den technischen und strategischen Ausschüssen vertreten.

## 3. Auftrag der technischen Experten

Die technischen Experten geben technische Stellungnahmen für die technischen und strategischen Ausschüsse ab, damit diese sich für ihre Entscheidungsfindung, die Bestätigung der Ziele, Änderungen, jährliche Überwachung und mögliche Verstöße und Sanktionen positionieren können.

In Bezug auf die globalen Audits nehmen die technischen Experten folgende Aufgaben wahr: 1° Analyse der methodischen Konformität jedes globalen Audits des Achtjahreszyklus, Eingangs-, Zwischen- und Abschlussaudit;

2° Analyse der technischen Qualität von Energiemodellen;

3° Analyse der technischen Qualität der Aktionspläne der Mitglieder und der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft;

4° Bewertung des Engagements der Mitglieder und der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft anhand der Kriterien, die von der Wallonischen Regierung in (Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024) festgelegt wurden;

5° Unterstützung einer CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft bei der Konsolidierung von Daten durch Überprüfung von deren Kohärenz;

In Bezug auf die Folgeprüfungen nehmen die technischen Experten folgende Aufgaben wahr:

1° Analyse von Vorschlägen für strukturelle und konjunkturelle Anpassungen der Indizes;

2° Verfassen von Verbesserungsvorschlägen für technische und strategische Ausschüsse, um individuell aufgetretene technische Probleme zu lösen;

3° Gewährleistung einer strengen Überwachung der Kursrichtungen jeder CO<sub>2</sub>-Gemeinschaft hin zu ihrem vertraglich festgelegten Ziel;

4° Validierung der Gesamtergebnisse der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften auf der Ebene des technischen Ausschusses und des gesamten Mechanismus auf der Ebene des strategischen Ausschusses;

5° Beteiligung an der Erstellung der Jahres- und Vierjahresberichte;

6° Teilnahme an der öffentlichen Präsentation der Ergebnisse der Vereinbarungen.

Die Experten übernehmen die Rolle des methodischen Referenten und stellen sicher, dass der technische Rahmen der Vereinbarungen sowohl auf der individuellen Ebene der Einheiten als auch auf der gemeinsamen Ebene der CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften korrekt angewendet wird. In diesem Rahmen nehmen die Experten folgende Aufgaben wahr:

1° Aktualisierung der AMUREBA-Methodik und gegebenenfalls Unterbreitung von Vorschlägen zu Änderungen zu Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen, je nach den von den wallonischen Behörden geäußerten Bedürfnissen und wenn die angetroffene Situation für alle Teilnehmer an den verschiedenen Vereinbarungen gilt;

2° Unterbreitung technischer Antworten für Prüfer mit dem Gütesiegel AMUREBA im Rahmen der CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen;

3° Organisation von Schulungen für Prüfer mit dem Gütesiegel AMUREBA.

Bei der Ausübung ihres Auftrags arbeiten die Experten neutral und unabhängig von den betroffenen Einheiten und CO<sub>2</sub>-Gemeinschaften. Sie sind zu strikter Vertraulichkeit verpflichtet.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Februar 2024 über die CO<sub>2</sub>-Vereinbarungen beigelegt zu werden.

Namur, den 1. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/004276]

## 1 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de koolstofovereenkomsten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikel 12, 2°;

Gelet op het decreet koolstofneutraliteit van 16 november 2023, de artikelen 30, tweede lid, en 33, eerste lid, 4°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het rapport van 12 juni 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 74.956/4 van de Raad van State, gegeven op 10 januari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 11 van het comité van deskundigen betreffende het klimaat, gegeven op 14 september 2023;

Gelet op het advies van de «Union des Villes et Communes de Wallonie» (Unie van Waalse steden en gemeenten), uitgebracht op 2 oktober 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 20 september 2023;

Gelet op de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de Gewestelijke Investeringsmaatschappijen;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA);

Gelet op Verordening 2021/119 van 30 juni 2021 van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 2021 tot vaststelling van een kader voor de verwezenlijking van klimaatneutraliteit, en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 401/2009 en Verordening (EU) 2018/1999 ("Europese klimaatwet"), die voorziet in de doelstelling inzake klimaatneutraliteit van de Unie om tegen 2050, alsook in haar tussentijdse doelstellingen, een reductie van de broeikasgasemissies met 55% tegen 2030 ten opzichte van de niveaus van 1990, voortbouwend op de Green Deal ;

Overwegende dat Verordening 2018/1999 van 11 december 2018 inzake de governance van de energie-unie en van de klimaatactie de lidstaten verplicht om de Europese Commissie geïntegreerde nationale energie- en klimaatplannen en de regelmatige actualiseringen daarvan toe te zenden. De bijdrage van Wallonië tot dit plan wordt uiteengezet in het Waals Lucht-, Klimaat- en Energieplan 2030;

Overwegende dat Richtlijn 2018/2001 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen vereist dat het aandeel van energie uit hernieuwbare bronnen in het bruto-eindverbruik van energie van de Unie tegen 2030 ten minste 32% bedraagt. In het kader van het REPower EU-plan om de energieonafhankelijkheid van Europa te versterken, moet deze doelstelling worden verhoogd tot 45%;

Gelet op Richtlijn 2012/27/EU van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG, die voorziet in belangrijke doelstellingen voor de verbetering van de energie-efficiëntie voor de lidstaten, die verder worden versterkt in het kader van het REPowerEU-plan. Maatregelen die hiertoe worden genomen, kunnen vrijwillige overeenkomsten met bedrijven of overheidsinstanties omvatten;

Gelet op de Overeenkomst van Parijs, aangenomen op 15 december 2015, waarmee het Waalse Gewest heeft ingestemd bij decreet van 24 november 2016, dat voorziet in de beperking van de stijging van de gemiddelde temperatuur van de planeet tot ruim onder de 2°C ten opzichte van het pre-industriële niveau en in de voortzetting van de actie die is ondernomen om de temperatuurstijging te beperken tot 1,5°C ten opzichte van het pre-industriële niveau;

Overwegende dat op het niveau van de Europese Unie een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, afgekort "ETS", is vastgesteld, die de sectoren die eraan onderworpen zijn, verplicht hun kooldioxide-emissies, afgekort "CO<sub>2</sub>", met 62% te verminderen ten opzichte van 2005, en dat de verordening inzake de verdeling van de inspanningen, afgekort "ESR", nationale doelstellingen vastlegt voor het verminderen van de uitstoot van wegvervoer, verwarming van gebouwen, landbouw, kleine industriële installaties en afvalbeheer. Deze sectoren, die tot nu toe niet onder regeling voor de handel in emissierechten van de Europese Unie (EU ETS) vielen, moeten hun CO<sub>2</sub>-uitstoot met 40% verminderen ten opzichte van 2005;

Gelet op het Lucht-, Klimaat- en Energieplan 2030 van het Waalse Gewest, aangenomen op 21 maart 2023, waarin Wallonië zich ertoe verbindt zijn CO<sub>2</sub>-uitstoot tegen 2030 met 55% te verminderen ten opzichte van 1990;

Overwegende dat het Waalse Gewest vrijwillige overeenkomsten heeft gesloten voor de periodes van 2003 tot 2013 en vervolgens van 2013 tot 2023, bekend als "Sectorovereenkomsten" van de eerste en tweede generatie, en dat deze contractuele instrumenten een belangrijk regionaal beleidsinstrument vormen, zowel met het oog op het koolstofvrij maken en de energie-efficiëntie in de industrie, als met het oog op het behoud van het concurrentievermogen;

Gelet op het zesde samenvattende rapport van de Intergouvernementele Werkgroep inzake klimaatverandering, gepubliceerd op 20 maart 2023, waarin wordt benadrukt dat door de mens veroorzaakte broeikasgasemissies tot dusver hebben geleid tot een ongekende opwarming van het klimaat, dat in het rapport ook wordt aangegeven dat deze emissies de afgelopen decennia zijn blijven toenemen en wordt gewezen op de risico's en bedreigingen voor de veiligheid en het welzijn in de wereld die het gevolg zouden zijn van een aanhoudende opwarming van het klimaat als er geen ingrijpende maatregelen worden genomen;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijnen 2012/27/EU en 2023/1791 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet koolstofneutraliteit: het decreet koolstofneutraliteit van 16 november 2023

2° AMUREGA-besluit: het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA);

3° ingangsaudit: een uitgebreide audit in de zin van het AMUREBA-besluit, uitgevoerd door bedrijven of vestigingseenheden wanneer ze toetreden tot een koolstofgemeenschap, waarin een initieel actieplan, de drie energie-, emissie- en hernieuwbare prestatie-indexen worden bepaald, en de waarden van de bindende doelstelling en de vaste en voorwaardelijke indicatieve doelstellingen die het bedrijf of de vestigingseenheid zelf bepaalt, worden vastgelegd;

4° tussentijdse audit: de globale audit in de zin van het AMUREBA-besluit, die wordt uitgevoerd vier jaar na de ingangsaudit van een bedrijf of vestigingseenheid in een koolstofgemeenschap, om het actieplan van het bedrijf of de vestigingseenheid te laten ontwikkelen door er nieuwe acties in op te nemen;

5° eindaudit: de globale audit in de zin van het AMUREBA-besluit, die wordt uitgevoerd vier jaar na de ingangsaudit van een bedrijf of vestigingseenheid in een koolstofgemeenschap, om het actieplan van het bedrijf of de vestigingseenheid te ontwikkelen door er nieuwe acties in op te nemen;

6° jaarlijkse opvolgingsaudit: opvolgingsaudit in de zin van het AMUREBA-besluit, jaarlijks uitgevoerd door een bedrijf of vestigingseenheid tussen de globale audits, om de uitvoering van de individuele actieplannen op te volgen en de verificatie van de drie energie-, emissie- en hernieuwbare energie-indexen om de consistentie van het traject met de doelstellingen die het bedrijf of de vestigingseenheid zichzelf heeft opgelegd in het kader van zijn bijdrage aan de koolstofovereenkomst te verzekeren;

7° broeikasgasemissies : broeikasgasemissies in de zin van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad, met inbegrip van emissies uit processen (omtrek 1) en emissies uit energie, met inbegrip van elektriciteit (omtrek 2), waarbij andere indirecte emissies dan die welke onder de omtrekken 1 en 2 vallen (omtrek 3) in voorkomend geval in aanmerking moeten worden genomen overeenkomstig bijlage 2.

**Art. 3.** In overeenstemming met artikel 29, 2°, van het decreet Koolstofneutraliteit voldoet de koolstofgemeenschap op het moment van ondertekening van de koolstofovereenkomst aan minstens één van de volgende criteria:

1° het minimumvolume broeikasgasemissies in koolstofequivalent van de gemeenschap is groter dan vijftigduizend ton CO<sub>2</sub>-equivalent;

2° het minimumvolume van het eindenergieverbruik van de gemeenschap is groter dan honderdvijftig gigawatt uur;

3° het potentieel van de gemeenschap om de uitstoot van broeikasgassen te verminderen tijdens de looptijd van de overeenkomst is groter dan vijftigduizend ton CO<sub>2</sub>-equivalent.

**Art. 4.** Elke koolstofgemeenschap ondertekent een koolstofovereenkomst met het Waalse Gewest volgens het model in Bijlage 1.

De ondertekenaars bepalen de doelstellingen van de overeenkomst volgens de methodologie in bijlage 2. De ondertekenaars leggen een voorstel van doelstellingen ter goedkeuring voor aan de Waalse Regering.

**Art. 5.** De ingangs-, tussentijdse en eindaudits worden binnen zes maanden nadat de audit is uitgevoerd, onderworpen aan een onafhankelijke verificatie overeenkomstig bijlage 3.

De kwaliteit en inhoud van de ingangs-, tussentijdse en eindaudits worden door de technische deskundigen geanalyseerd volgens bijlage 4.

Onafhankelijke verificatie- en technische expertiserapporten worden voorgelegd aan het technisch comité van de overeenkomsten.

**Art. 6.** § 1. Voor elke koolstofgemeenschap wordt een technisch comité opgericht dat minstens één keer per jaar bijeenkomt om de resultaten van de koolstofgemeenschap en elk van zijn leden te onderzoeken in het licht van de vaste en voorwaardelijke doelstellingen.

Het technisch comité kan tussenkomen op verzoek van de koolstofgemeenschap of een of meerdere van haar leden om oplossingen te bieden voor elk technisch probleem dat zich voordoet. Zijn werking wordt geregeld door een huishoudelijk reglement dat het op zijn eerste vergadering aanneemt.

§ 2. Het technisch comité bestaat uit:

1° drie vertegenwoordigers van de koolstofgemeenschap;

2° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie;

3° een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat);

4° een vertegenwoordiger van de Minister van Klimaat en een vertegenwoordiger van de Minister van Energie;

5° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie, op uitnodiging, die met raadgevende stem zetelt;

6° de technische deskundigen bedoeld in artikel 5, § 2, die met raadgevende stem optreden.

Het technisch comité beraadslaagt bij consensus.

Als er geen consensus wordt bereikt, wordt er gestemd volgens de bepalingen van het huishoudelijk reglement. Het technisch comité beraadslaagt op basis van een gewone meerderheid van de aanwezige leden, met uitzondering van de leden die een adviserende stem uitbrengen. De stem van de vertegenwoordiger van de Minister van Klimaat is doorslaggevend.

§ 3. Het technisch comité voert de volgende taken uit:

1° het valideert de technische kwaliteit van de ingangs-, tussentijdse en eindaudits, de inhoud van de actieplannen en de bepaling van de doelstellingen op basis van de vaste en voorwaardelijke acties van de koolstofgemeenschap en haar leden;

2° het valideert de jaarlijkse opvolgingsverslagen van de koolstofgemeenschap en haar leden, de vooruitgang die is geboekt bij het bereiken van de doelstellingen die de ondertekenaars krachtens de koolstofovereenkomst hebben bepaald en de uitvoering van de actieplannen die krachtens bedoelde overeenkomst zijn opgesteld, alsook de eventuele aanpassingen die moeten worden aangebracht;

3° het analyseert de technische en methodologische problemen waarmee de leden en de koolstofgemeenschap geconfronteerd worden en probeert oplossingen te vinden;

4° het brengt verslag uit aan het strategisch comité over bovenstaande taken.

**Art. 7.** § 1. De Regering benoemt de leden van het strategisch comité op voorstel van de vertegenwoordigde organen. Het strategisch comité komt eenmaal per jaar bijeen om de koolstofovereenkomsten te beheren. Het strategisch comité neemt tijdens zijn eerste vergadering een huishoudelijk reglement aan, waarin de werking ervan wordt geregeld.



Het strategisch comité hoort elke partij of deskundige die het nodig acht.

§ 2. Het strategisch comité bestaat uit:

- 1° een vertegenwoordiger per koolstofgemeenschap;
- 2° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie;
- 3° een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat);
- 4° een vertegenwoordiger van de Minister van Klimaat en een vertegenwoordiger van de Minister van Energie;
- 5° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie die met raadgevende stem zetelt;
- 6° een vertegenwoordiger van de "Union wallonne des entreprises" en een vertegenwoordiger van de vakbonden, die met raadgevende stem zetelen;
- 7° een vertegenwoordiger van de vakbonden en een vertegenwoordiger van de milieuorganisaties vertegenwoordigd in de afdelingen Energie en Leefmilieu in de zin van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, die met raadgevende stem zetelen;
- 8° de technische deskundigen bedoeld in artikel 5, § 2, die met raadgevende stem zetelen;
- 9° een vertegenwoordiger van de gewestelijke investeringsmaatschappij in de zin van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen, die met raadgevende stem zetelt;
- 10° elke vertegenwoordiger die het strategisch comité relevant acht en die met raadgevende stem zetelt.

Het technisch comité beraadslaagt bij consensus. Als er geen consensus wordt bereikt, wordt er gestemd volgens de bepalingen van het huishoudelijk reglement. Het technisch comité beraadslaagt bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden, met uitzondering van de leden die een raadgevende stem hebben. De stem van de vertegenwoordiger van de Minister van Klimaat is doorslaggevend.

§ 3. Het technisch comité voert de volgende taken uit:

- 1° het neemt kennis van de door het technisch comité voorgelegde resultaten en onderzoekt en valideert eventuele wijzigingen van de doelstellingen;
- 2° het voert de raadpleging, vermeld in artikel 34, 2°, uit en valideert de wijziging van de koolstofovereenkomst, vermeld in artikel 36 van het decreet koolstofneutraliteit;
- 3° het valideert het jaarverslag bedoeld in artikel 35, tweede lid, van het decreet koolstofneutraliteit;
- 4° het belicht de beste praktijken van de koolstofgemeenschappen of van bepaalde leden om de uitwisseling van ervaringen aan te moedigen;
- 5° het onderzoekt de eventuele wijzigingen die in de koolstofovereenkomst moeten worden aangebracht;
- 6° het neemt akte van gevallen van niet-nakoming van verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomst, van eventuele geschillen en interpretatieverschillen dienaangaande;
- 7° het onderzoekt de technische problemen en oplossingen die door de technische comités worden meegedeeld om de samenhang tussen de koolstofgemeenschappen te garanderen;
- 8° het valideert het jaarverslag bedoeld in artikel 35, eerste lid, van het decreet koolstofneutraliteit

**Art. 8.** Om de continuïteit van de ontvangen steun te garanderen, kan de koolstofovereenkomst de datum bepalen vanaf wanneer haar leden de compensatie kunnen ontvangen, zonder de 6 maanden voorafgaand aan de ondertekening van de koolstofovereenkomst te overschrijden.

**Art. 9.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2024.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

## Bijlage 1: Standaard koolstofovereenkomst en doelstellingen

### Deel 1. Standaard koolstofovereenkomst

Overeenkomst tussen

Eenzijds,

Het Waalse Gewest

Vertegenwoordigd door de Minister van Klimaat en Energie.

Anderzijds,

[...]

Ter vertegenwoordiging van de leden die zijn aangewezen in aanhangsel 1 bij deze overeenkomst

Hierna "de koolstofgemeenschap" genoemd

Hierna gezamenlijk "de partijen" genoemd

Met dien verstaande dat:

Bij beslissing van ...(datum) heeft de Waalse Regering de Ministers van [...] ermee belast de bovenvermelde koolstofovereenkomsten te sluiten.



Gelet op het decreet koolstofneutraliteit van 16 november 2023 betreffende de koolstofovereenkomsten met de ondernemingen via koolstofgemeenschappen en houdende wijziging van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de koolstofgemeenschappen;

Gelet op het AMUREBA-besluit van 1 februari 2024;

Zijn de partijen het volgende overeengekomen:

#### **Artikel 1.** Begripsomschrijvingen:

1° het besluit koolstofovereenkomsten: het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de koolstofovereenkomsten;

2° het AMUREGA-besluit: het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de toekenning van subsidies voor audits of studies in de niet-residentiële sector, ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler en duurzamer energiegebruik, (AMUREBA);

3° ingangsaudit: een globale audit in de zin van het AMUREBA-besluit, uitgevoerd door bedrijven of vestigingseenheden wanneer ze toetreden tot een koolstofgemeenschap, waarin een initieel actieplan, de drie energie-, emissie- en hernieuwbare prestatie-indexen worden bepaald, en de waarden van de bindende doelstelling en de vaste en voorwaardelijke indicatieve doelstellingen die het bedrijf of de vestigingseenheid zelf bepaalt, worden vastgelegd;

4° tussentijdse audit: de globale audit in de zin van het AMUREBA-besluit, die wordt uitgevoerd vier jaar na de ingangsaudit van een bedrijf of vestigingseenheid in een koolstofgemeenschap, om het actieplan van het bedrijf of de vestigingseenheid te laten ontwikkelen door er nieuwe acties in op te nemen;

5° eindaudit: de globale audit in de zin van het AMUREBA-besluit, die wordt uitgevoerd vier jaar na de ingangsaudit van een bedrijf of vestigingseenheid in een koolstofgemeenschap, om het actieplan van het bedrijf of de vestigingseenheid te ontwikkelen door er nieuwe acties in op te nemen;

6° jaarlijkse opvolgingsaudit: opvolgingsaudit in de zin van het AMUREBA-besluit, jaarlijks uitgevoerd door een bedrijf of vestigingseenheid tussen de globale audits, om de uitvoering van de individuele actieplannen op te volgen en de verificatie van de drie energie-, emissie- en hernieuwbare energie-indexen om de consistentie van het traject met de doelstellingen die het bedrijf of de vestigingseenheid zichzelf heeft opgelegd in het kader van zijn bijdrage aan de koolstofovereenkomst te verzekeren;

7° energie-efficiëntie: energie-efficiëntie in de zin van het AMUREBA-besluit;

8° energie-intensiteit: de verhouding tussen de hoeveelheid verbruikte energie, uit alle bronnen, en het activiteitsniveau dat deze energie heeft vereist;

9° koolstofintensiteit: de verhouding tussen de hoeveelheid broeikasgasemissies, ongeacht of hun oorsprong energetisch of rechtstreeks verband houdt met een proces, en het niveau van de activiteit die deze emissie heeft veroorzaakt, uitgedrukt op basis van het energieverbruik, uit alle bronnen, dat wordt gebruikt om deze activiteit te produceren;

10° hernieuwbare energie: de hernieuwbare energie in de zin van artikel 2, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energieën;

11° interne rentevoet: de disconteringsvoet die wordt gebruikt om de netto contante waarde van alle kasstromen die verband houden met een investeringsproject gelijk te stellen aan de waarde van de initiële investering;

13° actieplan: alle acties gericht op het verbeteren van de energie-efficiëntie, de koolstofintensiteit of het verhogen van het aandeel energie uit hernieuwbare bronnen geïdentificeerd door een audit in de zin van het AMUREBA-besluit en gebruikt voor het vastleggen van bindende en indicatieve doelstellingen, zowel vast als voorwaardelijk, in het kader en voor de duur van de koolstofovereenkomst;

14° het jaarlijkse opvolgingsrapport: het rapport dat elk jaar wordt ingediend en voorgesteld en dat alle gegevens bevat over verbruik, emissies en investeringen die zijn gedaan om maatregelen uit te voeren om individuele en collectieve doelstellingen te bereiken; dit rapport gaat vergezeld van de mogelijke impact op werkgelegenheid, opleiding en de noodzaak om werknemers om te scholen als gevolg van de uitvoering van deze maatregelen;

15° studie: een haalbaarheidsstudie in de zin van het AMUREBA-besluit, uitgevoerd om de technische, administratieve of financiële belemmeringen voor een voorwaardelijke actie die tijdens de audit werden vastgesteld, weg te werken;

16° technisch comité: het technisch comité in de zin van artikel 6 van het besluit koolstofovereenkomsten;

17° strategisch comité: het technisch comité in de zin van artikel 7 van het besluit koolstofovereenkomsten;

18° index: een kernprestatie-index die voldoet aan de methodologie in bijlage 2 en overeenstemt met een van de 3 actiegebieden gedefinieerd in artikel 28, 1°, van het besluit koolstofneutraliteit van 16 november 2023, met het oog op het verminderen van de netto-uitstoot van broeikasgassen, namelijk het verbeteren van ofwel de koolstofintensiteit, de energie-efficiëntie of het aandeel hernieuwbare energie;

19° prioritaire index: van de drie kernprestatie-indexen, de index die door het lid van een koolstofgemeenschap is gekozen om zijn bindende doelstelling te definiëren in overeenstemming met artikel 3, § 1, tweede lid;

20° indicatieve index: een van de twee belangrijkste prestatie-indexen die niet door het lid van een gemeenschap als prioriteitsindex werd gekozen;

21° bindende doelstelling: waarde van de prioritaire index die het lid van een gemeenschap overeenkomstig artikel 3, § 1, tweede lid, op het einde van elke globale audit vastlegt en die opgesplitst is in een vast gedeelte dat mathematisch overeenstemt met de impact van alle vaste acties volgens deze as in het actieplan en een voorwaardelijk gedeelte dat mathematisch overeenstemt met de impact van alle voorwaardelijke acties volgens deze as in het actieplan dat het lid volgens de methodologie in bijlage 2 heeft opgesteld;

21° indicatieve doelstellingen: waarde van de prioritaire indexen die het lid van een gemeenschap overeenkomstig artikel 3, § 1, tweede lid, op het einde van elke globale audit vastlegt en die opgesplitst is in een vast gedeelte dat mathematisch overeenstemt met de impact van alle vaste acties volgens deze as in het actieplan en een voorwaardelijk gedeelte dat mathematisch overeenstemt met de impact van alle voorwaardelijke acties volgens deze as in het actieplan dat het lid volgens de methodologie in bijlage 2 heeft opgesteld;

22° vaste actie: verbeteringspiste die ofwel werd afgerond sinds het referentiejaar ofwel door de audit werd geïdentificeerd als rendabel en technisch en administratief rijp volgens de criteria van de methodologie in bijlage 2 en die dus met zekerheid bijdraagt tot de bindende doelstelling of tot een van de indicatieve doelstellingen van een lid van een gemeenschap;

23° voorwaardelijke actie: een verbeteringspiste die uit de audit blijkt dat het ofwel niet rendabel is, ofwel technisch of administratief niet rijp, en die in het actieplan is opgenomen volgens de methodologie in bijlage 2 van het besluit om potentieel bij te dragen tot de doelstellingen van een lid of een gemeenschap, zodra de geïdentificeerde belemmeringen zijn weggewerkt op basis van de resultaten van een grondige studie of een zoektocht naar bijkomende financiering;

24° doorbraakactie: voorwaardelijke actie die als bijzonder strategisch wordt beschouwd voor het bereiken van koolstofneutraliteit op lange termijn, maar waarvoor noch de rentabiliteit noch de haalbaarheid gunstig zijn volgens de methodologie in bijlage 2, en die de ontwikkeling vereist van zware infrastructuur, waarbij verschillende leden van de gemeenschap betrokken zijn en de steun van de koolstofgemeenschap voor het uitvoeren van de projectopzet, zowel de technische als de administratieve details en het samenstellen van een specifiek financieel pakket.

## Art. 2. Verbintenissen van de koolstofgemeenschap en haar leden

Elk lid van de koolstofgemeenschap verbindt zich er individueel toe om:

1° een strategische visie op te stellen en te publiceren, gevalideerd door het orgaan met de bevoegdheid om het lid van de koolstofgemeenschap te binden, dat het op weg zet naar koolstofneutraliteit tegen 2050, met mijlpalen in 2030 en 2040;

2° kaderen in een proces van voortdurende verbetering van zijn koolstofvoetafdruk door de implementatie van een energie- en koolstofbeheersysteem met een ingangsaudit in het eerste jaar, een tussentijdse audit in het vierde jaar en een eindaudit in het achtste jaar, evenals jaarlijkse opvolgingsaudits;

3° een actieplan op te stellen dat evolueert volgens de resultaten van de audits en dat compatibel is met de bovenvermelde strategische visie;

4° zijn individuele bindende doelstelling, vermeld in artikel 3, § 1, tweede lid, te bereiken;

5° de overeenkomstig artikel 3, § 1, derde lid, bepaalde vaste acties uit te voeren of acties uit te voeren met minstens gelijkwaardige resultaten, die nodig zijn om zijn bijdrage tot het engagement van de koolstofgemeenschap op basis van hun individueel actieplan te realiseren;

6° vóór de tussentijdse audit de studies en middelen uit te voeren die nodig zijn om de belemmeringen voor het uitvoeren van de overeenkomstig artikel 3, § 1, derde lid, bepaalde voorwaardelijke acties weg te werken en, indien deze belemmeringen zijn weggewerkt, de actie op te nemen in zijn vaste acties op het ogenblik van de tussentijdse audit;

7° al zijn doelstellingen bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, op te volgen en zijn verplichting na te komen om jaarlijks verslag uit te brengen over de drie indicatoren (bindende doelstelling en indicatieve doelstellingen) en over de uitvoering van het actieplan of gelijkwaardige acties;

8° zijn deelname aan een overeenkomst, zijn strategische visie, zijn traject, alsook zijn doelstellingen en jaarlijkse resultaten mee te delen, inclusief over de mogelijke impact van zijn deelname op de tewerkstelling, opleiding en de herscholingsbehoeften van werknemers, in het kader van zijn communicatie met betrekking tot de milieu-, sociale en governancecriteria in zijn jaarverslag aan zijn aandeelhouders, voor leden van een koolstofgemeenschap die hieraan onderworpen zijn;

9° over zijn deelname aan een overeenkomst, zijn strategische visie, zijn traject, zijn doelstellingen en zijn jaarlijkse resultaten, met inbegrip van de mogelijke impact van zijn deelname op de werkgelegenheid, de opleiding en de herscholingsbehoeften van de werknemers, te communiceren aan de werknemersvertegenwoordigers die zetelen in de ondernemingsraad en in het comité voor preventie en bescherming van werknemers, indien deze bestaan;

10° bij te dragen tot de verwezenlijking door de koolstofgemeenschap van zijn collectieve doelstellingen, bedoeld in artikel 3, § 1, vierde lid;

11° de wet- en regelgeving die op hem van toepassing is op milieugebied na te leven of zich ertoe verbinden dit te doen binnen de door de bevoegde administratie vastgestelde termijnen;

12° te goeder trouw samen te werken met de koolstofgemeenschap om zijn verbintenissen bedoeld in paragraaf 2 na te komen, met betrekking tot de overdracht van informatie voor het opstellen van jaarlijkse voortgangsverslagen;

13° te goeder trouw samen te werken met het Technisch en Strategisch Comité, met betrekking tot de overdracht van informatie, en deelnemen aan hun goede werking.

De koolstofgemeenschap verbindt zich ertoe om:

1° een strategische visie op te stellen en te publiceren, die haar op weg zet naar koolstofneutraliteit tegen 2050, met mijlpalen in 2030 en 2040;

2° een actieplan op te stellen dat evolueert op dezelfde manier als het actieplan van haar leden en dat compatibel is met de bovenvermelde strategische visie;

3° haar drie doelstellingen, vermeld in artikel 3, § 1, vierde lid, te bereiken;

4° vóór de tussentijdse audit de studies en middelen uit te voeren die nodig zijn om de belemmeringen voor het uitvoeren van de overeenkomstig artikel 3, § 1, derde lid, bepaalde voorwaardelijke acties weg te werken en, indien deze belemmeringen zijn weggewerkt, de actie op te nemen in haar vaste acties op het ogenblik van de tussentijdse audit;

5° de nodige middelen uit te voeren om haar leden te ondersteunen en hen te helpen de belemmeringen weg te werken die de uitvoering van hun overeenkomstig artikel 3, § 1, derde lid, bepaalde voorwaardelijke acties in de weg staan,

6° te zorgen voor een jaarlijkse opvolging van alle doelstellingen bedoeld in artikel 2, en de resultaten daarvan mee te delen in een jaarlijks voortgangsverslag;

7° de wet- en regelgeving die op haar van toepassing is op milieugebied na te leven of zich ertoe verbinden dit te doen binnen de door de bevoegde administratie vastgestelde termijnen;

8° te goeder trouw samen te werken met haar leden bij het nakomen van de verbintenissen bedoeld in het eerste lid;

9° informatie met betrekking tot de uitvoering van deze overeenkomst over te maken aan haar leden;

10° het jaarlijks voortgangsverslag binnen een redelijke termijn vóór elke vergadering van het Technisch Comité aan de administratie en de deskundigen te bezorgen;

11° het jaarlijks voortgangsverslag voor te leggen aan het Strategisch Comité, na validatie door het Technisch Comité op de met de administratie overeengekomen datum.

### **Art. 3.** Vaststelling van de doelstellingen

§ 1. De koolstofgemeenschap en elk van haar leden bepalen hun doelstellingen op basis van het actieplan dat elk van hen heeft opgesteld. Ze stellen hun doelstellingen vast op basis van drie belangrijke prestatie-indexen:

1° de energie-index, die de energie-intensiteit van het bedrijf meet;

2° de emissie-index, die de koolstofintensiteit van de gebruikte energie en het productieproces meet;

3° de hernieuwbare index, die het hernieuwbare aandeel van de gebruikte energie meet.

Elk lid van de koolstofgemeenschap is vrij om de index te definiëren op basis waarvan zijn bindende doelstelling wordt vastgesteld. De andere twee indexen zijn indicatieve doelstellingen.

Elk lid van de koolstofgemeenschap bepaalt zijn vaste acties voor elk van de drie doelstellingen en ten minste 3 voorwaardelijke acties voor zijn bindende doelstelling. Als de belemmeringen voor een voorwaardelijke actie worden verwijderd, wordt deze actie een vaste actie.

De doelstellingen van de koolstofgemeenschap komen ten minste overeen met de samenvoeging van de bindende en indicatieve doelstellingen van alle leden. De aldus berekende doelstellingen voor de koolstofgemeenschap zijn bindend voor alle drie indexen. In afwijking hiervan is een index die door geen enkel lid van de koolstofgemeenschap als bindend wordt aanvaard, indicatief voor de gemeenschap.

Voor elk van deze drie doelstellingen bepaalt de koolstofgemeenschap haar eigen voorwaardelijke acties, naast die van haar leden. Als de belemmeringen voor een voorwaardelijke actie worden verwijderd, wordt deze actie een vaste actie.

Voor de toepassing van deze paragraaf verwijzen de ondertekenaars naar de methodologie die is opgenomen in bijlage 2 bij het besluit koolstofovereenkomsten.

§ 2. Binnen twaalf maanden na ondertekening van deze overeenkomst voegen de ondertekenaars deel 2 bij, aangevuld met de doelstellingen van de koolstofgemeenschap en haar leden, zoals vastgesteld door de ingangsaudits en gevalideerd door het technisch comité.

### **Art. 4.** Verificatie en controle

§ 1. De leden van de koolstofgemeenschap stellen een onafhankelijke verificateur aan die voldoet aan de kenmerken bedoeld in bijlage 3 bij het besluit koolstofovereenkomsten om de conformiteit te valideren van de methodologie die wordt gebruikt om hun indexen te berekenen en de gegevens die worden gebruikt om ze te berekenen.

§ 2. De leden van de koolstofgemeenschap stellen een onafhankelijke verificateur aan die voldoet aan de kenmerken bedoeld in bijlage 3 bij het besluit koolstofovereenkomsten om de conformiteit te valideren van de methodologie die wordt gebruikt om hun indexen te berekenen en de gegevens die worden gebruikt om ze te berekenen.

In overeenstemming met bijlage 2 bij het besluit koolstofovereenkomsten analyseren de deskundigen de audits, actieplannen en doelstellingen van de koolstofgemeenschap en haar leden en leggen ze een advies voor aan de technische comités.

### **Art. 5.** Compensatie

§ 1. Het Waalse Gewest biedt leden van de koolstofgemeenschap toegang tot de volgende compensatie:

1° een verlaging van de elektriciteitsfactuur door een verlaging van de quota's voor groene certificaten zoals georganiseerd door artikel 25, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 betreffende de bevordering van groene elektriciteit;

2° toegang tot subsidies toegekend ingevolge specifieke projectoproepen en tot de toekenning van gesubsidieerde leningen door de gewestelijke investeringsmaatschappij in de zin van het decreet van 19 oktober 2022 betreffende de gewestelijke maatschappijen voor economische ontwikkeling en de gespecialiseerde maatschappijen, voor de activering van voorwaardelijke doorbraakacties, in de mate dat er daartoe voorziene budgetten beschikbaar zijn;

3° toegang tot subsidies voor energieaudits en -studies overeenkomstig het AMUREBA-besluit, het ter beschikking stellen van competenties om deze audits en studies uit te voeren, de uitvoering van het actieplan dat voortvloeit uit deze audit, alsook subsidies ten voordele van de koolstofgemeenschap om de kosten te dekken die voortvloeien uit deze overeenkomst, overeenkomstig het AMUREBA-besluit, in de mate dat er budgetten beschikbaar zijn;

4° een gedeeltelijke vrijstelling van de toeslag voor groene certificaten overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 42bis, § 5, derde lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, voor de in aanmerking komende bedrijven.

§ 2. Voor de duur van deze overeenkomst zal het Waalse Gewest aan de leden van de koolstofgemeenschap geen bijkomende vereisten opleggen, bij wijze van regelgeving, op het vlak van energie-efficiëntie, uitstoot van broeikasgassen of gebruik van hernieuwbare energie, voor zover deze bijkomende vereisten niet noodzakelijk worden gemaakt door bepalingen van internationaal of Europees recht, of door wettelijke voorschriften uitgevaardigd op federaal niveau, of door een rechterlijke beslissing die bindend is voor de Waalse autoriteiten.

§ 3. Niettegenstaande de in paragraaf 1 vermelde compensatie dragen de koolstofgemeenschap en haar leden zelf alle kosten voor de uitvoering van deze overeenkomst en de nakoming van de hun opgelegde verplichtingen.

### **Art. 6.** Duur van de overeenkomst

De koolstofovereenkomst wordt voor een periode van acht jaar ondertekend en treedt in werking bij ondertekening.

Bij de eindaudit kan de koolstofovereenkomst voor dezelfde periode verlengd worden. Als een van de partijen bezwaar maakt tegen de conclusies van de eindaudit, wordt de koolstofovereenkomst niet verlengd. In het geval van verlenging gaat de eindaudit vergezeld van een ingangsaudit met betrekking tot de nieuwe overeenkomst die op die manier wordt verlengd.

**Art. 7. Aanhangsel**

De partijen kunnen in onderling overleg wijzigingen aanbrengen in deze overeenkomst.

De partijen wijzigen deze overeenkomst als volgt:

1° de Regering van het Waalse Gewest legt het ontwerp-aanhangsel gedurende dertig dagen ter openbare raadpleging voor op de specifieke websites van de administratie bevoegd voor Energie en het "Agence wallonne de l'Air et du Climat";

2° de overeenkomstsluitende partijen onderzoeken de opmerkingen en wijzigen het ontwerp-aanhangsel, indien nodig;

3° het aanhangsel bij de overeenkomst, ondertekend door de contracterende partijen, wordt bekendgemaakt op de specifieke websites van de administratie bevoegd voor Energie en het "Agence wallonne de l'Air et du Climat".

**Art. 8. Vroegtijdige opzegging**

De partijen kunnen deze overeenkomst in onderling overleg opzeggen als zij de in lid 4 bedoelde opzegtermijn in acht nemen of als er aan het einde van het eerste jaar geen overeenstemming is over de ambitie van de doelstellingen.

Het Waalse Gewest kan deze overeenkomst eenzijdig opzeggen indien blijkt dat de koolstofgemeenschap één van haar verbintenissen zoals bepaald in artikel 2, tweede lid, 1°, 2° en 4° tot 11° niet is nagekomen.

Het Waalse Gewest kan deze overeenkomst eenzijdig opzeggen ten aanzien van een lid van de koolstofgemeenschap indien blijkt dat dit lid een van zijn verbintenissen zoals bepaald in artikel 2, eerste lid, 1° tot 3° en 5° tot 12° niet is nagekomen. Alvorens dit te doen, nodigt de administratie die bevoegd voor Energie het lid van de koolstofgemeenschap uit om binnen 6 maanden aan de verplichtingen te voldoen. Als het lid aan het einde van deze periode nog steeds niet heeft voldaan aan een van de verbintenissen in kwestie, organiseert het Strategisch comité een hoorzitting. De administratie bevoegd voor Energie stelt dan aan de Regering voor om de overeenkomst eenzijdig te beëindigen ten aanzien van het betrokken lid van de koolstofgemeenschap.

Elke opzegging van de koolstofovereenkomst moet, op straffe van nietigheid, bij aangetekend schrijven ter kennis worden gebracht van de partijen bij de overeenkomst, met inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden. De opzeggingstermijn gaat in op de eerste dag van de maand na de kennisgeving.

**Art. 9. Niet-nakoming en aansprakelijkheid**

§ 1. Wanneer de koolstofgemeenschap één van haar verplichtingen voortvloeiend uit artikel 2, tweede lid, 4° tot 11°, niet nakomt, nodigt de administratie bevoegd voor Energie haar uit om hieraan te voldoen binnen een termijn van 6 maanden. Indien de koolstofgemeenschap op het einde van deze termijn nog steeds niet voldaan heeft aan één van de vermelde verplichtingen, beslist de administratie bevoegd voor Energie over de terugvordering van het geheel van de bedragen toegekend als schadevergoeding bedoeld in artikel 5, § 1.

Wanneer de koolstofgemeenschap één van haar verplichtingen voortvloeiend uit artikel 2, tweede lid, 5° tot 10°, niet nakomt, nodigt de administratie bevoegd voor Energie haar uit om hieraan te voldoen binnen een termijn van 6 maanden. Als het lid aan het einde van deze periode nog steeds niet heeft voldaan aan een van de verplichtingen in kwestie, organiseert het Strategisch comité een hoorzitting. Zij beslist vervolgens over de terugvordering van alle bedragen die aan dat lid zijn toegekend bij wijze van de compensatie als bedoeld in artikel 5, § 1.

Wanneer uit het verslag over het jaar van de tussentijdse audit blijkt dat de koolstofgemeenschap niet ten minste 75% van haar verplichting bedoeld in artikel 2, tweede lid, 3°, is nagekomen, onderzoekt de administratie bevoegd voor Energie voor elk lid afzonderlijk het behalen van ten minste 50% van zijn bindende doelstelling bedoeld in artikel 2, eerste lid, 4°, en organiseert ze een hoorzitting voor elk lid van de koolstofgemeenschap dat niet aan zijn verplichting blijkt te hebben voldaan. De administratie bevoegd voor Energie beslist dan over de volgende maatregelen:

1° de verplichting voor het betrokken lid om op zijn passiva een boekhoudkundige voorziening voor risico's en lasten aan te leggen ten belope van het bedrag van de compensatie bedoeld in artikel 5, § 1. De opname van de voorziening wordt in de jaarrekening gecertificeerd door de bedrijfsrevisor of een gecertificeerd registeraccountant.

2° de jaarlijkse verificatie, voor elk lid van de koolstofgemeenschap waarop de verplichting, vermeld in 1°, betrekking heeft, van de naleving van zijn verplichting, vermeld in artikel 2, eerste lid, 4°. Wanneer uit de controle blijkt dat het betrokken lid van de koolstofgemeenschap weer op schema zit, wordt de boekhoudkundige voorziening bedoeld in 1° teruggenomen.

Wanneer uit de eindaudit blijkt dat de koolstofgemeenschap haar verplichting bedoeld in artikel 2, tweede lid, 3°, niet is nagekomen, onderzoekt de administratie bevoegd voor Energie voor elk lid van de koolstofgemeenschap afzonderlijk de naleving van de overeenstemmende bindende doelstelling, vermeld in artikel 2, eerste lid, 4°, en organiseert zij een hoorzitting voor elk lid van de koolstofgemeenschap dat zijn verplichting niet is nagekomen. De administratie bevoegd voor Energie beveelt de terugvordering, voor alle leden die hun verplichting niet zijn nagekomen, van alle bedragen toegekend als compensatie zoals bedoeld in artikel 5 § 1.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kunnen de bedragen toegekend bij wijze van compensatie bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, bij beslissing van de administratie bevoegd voor Energie behouden worden ten belope van de investering voor de uitvoering van het individueel actieplan bedoeld in artikel 2, paragraaf 1, 3°, indien:

1° het volgende percentage van de toegekende bedragen geherinvesteerd werd voor de uitvoering van het individueel actieplan bedoeld in artikel 2, eerste lid, 3°:

a) minimaal vijftig procent als het lid van de koolstofgemeenschap minimaal negentig procent van zijn doelstelling heeft behaald;

a) minimaal vijfenzeventig procent als het lid van de koolstofgemeenschap minimaal negentig procent van zijn doelstelling heeft behaald;

2° aan één van volgende voorwaarden is voldaan:

a) alle in het actieplan genoemde investeringen met een terugverdientijd van minder dan vijf jaar zijn uitgevoerd;

b) het percentage energie uit hernieuwbare bronnen ten opzichte van het totale energieverbruik is gelijk aan de doelstelling die het Waalse Gewest zichzelf heeft opgelegd.



§ 3. In afwijking van paragraaf 1 kunnen de bedragen toegekend bij wijze van compensatie bedoeld in artikel 5, § 1, 4°, bij beslissing van de administratie bevoegd voor Energie behouden worden ten belope van de investering voor de uitvoering van het individueel actieplan bedoeld in artikel 2, paragraaf 1, 3°, indien:

1° minimaal vijftig procent van de toegekende sommen geherinvesteerd werd voor de uitvoering van het individueel actieplan bedoeld in artikel 2, eerste lid, 3°;

2° alle in het actieplan genoemde investeringen met een terugverdientijd van minder dan vijf jaar zijn uitgevoerd;

3° dertig procent van de verbruikte elektriciteit afkomstig is van koolstofarme bronnen.

§ 4. Tegen administratieve beslissingen kan optioneel beroep worden aangetekend bij de Regering.

#### Art. 10. Aanwijzing van vertegenwoordigers in het Technisch Comité

De koolstofgemeenschap wijst drie vertegenwoordigers aan om zitting te nemen in het technisch comité in overeenstemming met artikel 7 van het besluit koolstofovereenkomsten.

#### Art. 11. Interpretatie en geschillen

In het geval van een geschil of een verschil van interpretatie met betrekking tot de clausules van deze overeenkomst, zullen deze clausules worden besproken door het Strategisch Comité, dat zal trachten een unaniem akkoord te bereiken over hoe ze moeten worden geïnterpreteerd.

Als het Strategisch Comité niet tot een akkoord kan komen, kunnen de partijen de zaak voorleggen aan de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Namen.

#### Art. 12. Gevolgen van de overeenkomst

Deze overeenkomst is bindend voor alle leden van de koolstofgemeenschap die partij zijn bij deze overeenkomst.

Wanneer de koolstofgemeenschap na de inwerkingtreding van deze overeenkomst een nieuw lid verwelkomt of wanneer een lid de overeenkomst verlaat, wordt de overeenkomst gewijzigd overeenkomstig artikel 7.

Voor het nieuwe lid worden individuele doelstellingen als bedoeld in artikel 3 vastgesteld. De in artikel 3 bedoelde collectieve doelstellingen worden ook dienovereenkomstig aangepast.

Indien een lid van de koolstofgemeenschap de koolstofgemeenschap verlaat, blijft dat lid niettemin gebonden door de verplichtingen van artikel 2, lid 1, van deze overeenkomst totdat deze afloopt.

#### Art. 13. Vertrouwelijkheid

De actieplannen en individuele gegevens van leden van de koolstofgemeenschap zijn vertrouwelijk. Individuele gegevens mogen door de koolstofgemeenschap of het Waalse Gewest niet worden meegedeeld aan derden zonder de uitdrukkelijke schriftelijke toestemming van het betrokken lid van de koolstofgemeenschap.

#### Art. 14. Inwerkingtreding

Deze overeenkomst treedt in werking en is bindend voor alle partijen vanaf de datum van ondertekening door elke partij.

#### Art. 15. Geldend recht

Deze overeenkomst valt onder het Belgisch recht.

### Deel 2. Doelstellingen van de koolstofovereenkomst

#### 1. Doelstellingen van de koolstofgemeenschap

De koolstofgemeenschap heeft zichzelf de volgende doelstellingen gesteld:

	Vaste doelstellingen	Voorwaardelijke doelstellingen
Energie-index		
Emissie-index		
Hernieuwbare index		

De koolstofgemeenschap heeft voor zichzelf het volgende traject uitgestippeld:

	Mijlpalen 2030	Mijlpalen 2040	Mijlpalen 2050
Energie-index			
Emissie-index			
Hernieuwbare index			

Deze doelstellingen en het traject van de koolstofgemeenschap worden voorgesteld aan de Regering, die ze valideert.

#### 2. Individuele doelstellingen voor elk lid van de gemeenschap

Na zijn ingangsaudit,

stelt het lid ... (naam, ECB+EU-nummer) de volgende individuele doelstellingen vast:

	Bindende of indicatieve index?	Vaste doelstellingen	Voorwaardelijke doelstellingen
Energie-index			
Emissie-index			
Hernieuwbare index			



Het heeft voor zichzelf het volgende traject naar koolstofneutraliteit uitgestippeld:

	Mijlpalen 2030	Mijlpalen 2040	Mijlpalen 2050
Energie-index			
Emissie-index			
Hernieuwbare index			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de koolstofovereenkomsten.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

## Bijlage 2: Methode voor de vaststelling van de doelstellingen

### 1. Inhoud van de koolstofovereenkomst

Een individuele koolstofovereenkomst tussen het Waalse Gewest en een koolstofgemeenschap omvat minstens:

1° het traject naar koolstofneutraliteit in 2050 voor de koolstofgemeenschap en elk ondertekenend lid, met tussentijdse mijlpalen in 2030 en 2040;

2° de 3 doelstellingen van de koolstofgemeenschap op basis van de energie-, emissie- en hernieuwbare-energie-indexen, uitgesplitst in vaste en voorwaardelijke doelstellingen. Deze doelstellingen worden bij elke 4-jaarlijkse auditcyclus herzien;

3° de bindende en indicatieve doelstellingen van de leden van de koolstofgemeenschap om deze doelstellingen te bereiken, uitgesplitst in hun vaste en voorwaardelijke vorm;

4° het actieplan van de koolstofgemeenschap dat is opgesteld na ontvangst van individuele audits van haar leden en waarin de vaste en voorwaardelijke doelstellingen van de leden van de koolstofgemeenschap zijn vastgelegd. Aangezien de actieplannen van de leden en de gemeenschap evolueren, zullen ze tijdens de tussentijdse audit worden herzien om de nieuwe vaste acties die zijn geïdentificeerd op te nemen, evenals de voorwaardelijke acties uit de vorige audit waarvoor de belemmeringen zijn weggenomen.

### 2. Criteria met betrekking tot de ambitie van de Waalse Regering

De doelstellingen van de koolstofgemeenschap dragen bij tot de Waalse klimaatdoelstellingen zoals uiteengezet in hoofdstuk 2 en 3 van het decreet koolstofneutraliteit van 16 november 2023.

### 3. Strategische visie op koolstofneutraliteit

Elk lid van de koolstofgemeenschap zet een strategische visie uiteen die het op weg zet naar koolstofneutraliteit tegen 2050, met mijlpalen in 2030 en 2040. Deze bedrijfsovergangsstrategie omvat een geloofwaardig scenario en wordt gevalideerd door het management van elk bedrijf.

### 4. Globale audit

#### 4.1. Auditmethodologie

Globale audits worden uitgevoerd volgens de AMUREBA-methodologie door een AMUREBA-gecertificeerde auditor van het generalistische type Industrie.

Het auditverslag voldoet aan het door de Administratie gepubliceerde algemene auditkader AMUREBA.

#### 4.2. Omtrek van de audit

De reikwijdte van de audit omvat al het energieverbruik en de directe en indirecte emissies van de entiteit (scope 1 en 2). Scope 3-emissies kunnen worden opgenomen als de entiteit echt de macht heeft om actie te ondernemen met betrekking tot haar emissies en een betrouwbare manier heeft om de evolutie ervan te controleren, en als ze kunnen worden geboekt in de Waalse balansen.

#### 4.3. Haalbaarheidsklassen

De verrichte globale audit deelt de verbeteracties in de volgende categorieën in:

1° haalbaarheidsklasse R: acties verricht sinds het referentiejaar;

2° haalbaarheidsklasse A: acties die technisch, economisch en administratief haalbaar worden geacht, zonder belemmeringen voor de uitvoering;

3° haalbaarheidsklasse B: acties die als technisch of economisch onvolwassen worden beschouwd (bijvoorbeeld vanwege de complexiteit van het financiële pakket, het verkrijgen van vergunningen of een complex specifiek ontwerp).

#### 4.4. Haalbaarheidsklassen

Voor elke verbeteractie worden de internal rate of return, afgekort "IRR», en het terugverdieneffect van de investering berekend volgens de AMUREBA-methodologie.

De globale audit classificeert de verbeteracties in dalende volgorde van intern rendement en definieert 3 rendementsklassen:

1° rentabiliteitsklasse 1: acties met een terugverdiëntijd van 3 jaar of minder;

2° rentabiliteitsklasse 2: acties met een terugverdiëntijd van 5 jaar of minder;

3° rentabiliteitsklasse 3: acties met een terugverdiëntijd van 5 jaar of minder.

#### 4.5. Voorwaardelijke acties en doorbraakacties

Van de haalbaarheidsklasse A-acties waarvan de interne-opbrengstvoet (IRR) onder de drempel ligt die is bepaald in punt 5.1 en haalbaarheidsklasse B-acties, selecteert de entiteit ten minste 3 voorwaardelijke acties die relevant zijn voor haar traject naar koolstofneutraliteit en legt ze voor aan het technisch comité, na advies van de technisch

deskundige. Voor deze geselecteerde en gevalideerde voorwaardelijke acties zal de entiteit grondige studies uitvoeren om te proberen de geïdentificeerde financiële, administratieve of technische belemmeringen weg te werken, zodat de voorwaardelijke acties bij de volgende globale audit (tussentijdse audit of eindaudit) als vaste acties kunnen worden geactiveerd.

Sommige van deze voorwaardelijke acties staan bekend als "doorbraakacties". Dit zijn over het algemeen grote infrastructuurprojecten waarbij meerdere leden van de gemeenschap betrokken zijn en die de steun van de koolstofgemeenschap vereisen om het project samen te stellen, zowel technisch als administratief, en om een specifiek financieel pakket samen te stellen.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten kunnen de voorwaardelijke doorbraakacties worden voorgelegd aan de specifieke projectoproepen waarin het mechanisme van de overeenkomst voorziet, om zo bijkomende financiering van de Waalse Regering te verkrijgen voor de uitvoering ervan.

#### 4.6. Betrokkenheid van de directie

De directie van het bedrijf tekent voor de conclusies van het rapport, dat de voorgestelde verbintenis valideert.

### 5. Criteria voor het bepalen en herzien van de doelstellingen van de entiteit

#### 5.1. Berekening van prestatie-indexen

De doelstellingen worden op basis van drie belangrijke prestatie-indexen vastgesteld:

1° de energie-index, die de energie-intensiteit van de onderneming meet;

2° de emissie-index, die de koolstofintensiteit van de gebruikte energie en het productieproces in voorkomend geval meet;

3° de hernieuwbare index, die het hernieuwbare aandeel van de gebruikte energie meet.

De berekening van deze indexen wordt gespecificeerd in de AMUREBA-methodologie.

Zodra het actieplan is opgesteld, is de entiteit vrij om de prioritaire index te bepalen die ze belooft te bereiken tegen het einde van de overeenkomst, die haar bindende doelstelling zal bepalen, en de 2 indicatieve indexen die haar indicatieve bijdrage aan de andere doelstellingen van de gemeenschap zullen bepalen.

De drempel voor de interne-opbrengstvoet, afgekort IRR, is vastgesteld op 11%.

Het vaste deel van de doelstelling van een entiteit wordt berekend door de winst van de R- en A-haaltbaarheidsaandelen waarvan de winstgevendheid boven de vastgestelde drempel ligt, bij elkaar op te tellen.

Het voorwaardelijke deel van de doelstelling van een entiteit wordt bepaald door de vaste doelstelling en de som van de winsten uit de geselecteerde voorwaardelijke acties bij elkaar op te tellen.

#### 5.2. Criteria voor de beoordeling van de ambitie van de doelstelling

De doelstellingen van de entiteit worden door het Technisch Comité, op advies van de technisch deskundige, getoetst aan de volgende criteria:

1° de technische kwaliteit van de audit en het actieplan (naleving van de methodologie, volledigheid van de geïdentificeerde acties);

2° de effectieve bijdrage aan de uitdagingen en verbintenissen van Wallonië op het vlak van energie en klimaat;

3° de bijdrage die aanzienlijk verder gaat dan business as usual;

4° de technische haalbaarheid van het actieplan;

5° de evenredigheid van de investeringen ten opzichte van de compensatie, gecontroleerd in het geval de gemeenschap de doelstellingen, vermeld in artikel 30, 3°, van het decreet, niet bereikt.

#### 5.3. Herziening van de doelstelling

Elke wijziging van de doelstelling, inclusief een wijziging van de prioritaire index, moet formeel worden goedgekeurd door het Technisch Comité.

De herziene doelstelling van de entiteit aan het einde van de tussentijdse globale audit bestaat uit:

a) een vast deel met inbegrip van:

1° de vaste inschrijving van de entiteit in de overeenstemmende index,

2° de initiële voorwaardelijke acties waarvoor de belemmeringen zijn weggenomen,

3° de nieuwe A1-acties die tijdens de tussentijdse audit werden geïdentificeerd.

b) een voorwaardelijk deel met:

1° initiële voorwaardelijke acties waarvan de belemmeringen niet konden worden weggenomen tijdens de vorige periode, maar die relevant blijven,

2° de nieuwe A1-acties die tijdens de tussentijdse audit werden geïdentificeerd.

Het vaste deel van de herziene bindende doelstelling van de entiteit aan het einde van de tussentijdse globale audit mag niet lager zijn dan het vaste deel van de oorspronkelijke bindende doelstelling van de entiteit.

Het voorwaardelijke deel van de herziene bindende doelstelling moet betrekking hebben op ten minste 3 wegen die moeten worden onderzocht in een poging om de belemmeringen tijdens de nieuwe cyclus weg te nemen. Het behouden of opgeven van een voorwaardelijke piste uit de vorige periode moet naar behoren worden gerechtvaardigd aan het Technisch Comité.

### 6. Criteria voor de vaststelling en de herziening van de doelstellingen van de koolstofgemeenschap

Het Technisch Comité beoordeelt, op advies van de technisch deskundige, de doelstellingen van de koolstofgemeenschap in het licht van de volgende criteria:

1° de effectieve bijdrage aan de uitdagingen en verbintenissen van Wallonië op het vlak van energie en klimaat;

2° de bijdrage die aanzienlijk verder gaat dan business as usual, rekening houdend met het traject van de sectoren in de ADB2;

3° de bijdrage van de koolstofgemeenschap tot het ontstaan van mutualisatieprojecten tussen haar leden.

### 7. Jaarlijkse opvolgingsaudit

#### 7.1. Auditmethodologie

Jaarlijkse globale audits worden uitgevoerd volgens de AMUREBA-methodologie door een AMUREBA-gecertificeerde auditor van het generalistische type Industrie.

Het auditverslag voldoet aan het door de Administratie gepubliceerde algemene auditmodel AMUREBA.

## 7.2. Het auditverslag

Het auditverslag voldoet aan het door de Administratie gepubliceerde algemene auditmodel AMUREBA. Het omvat bovendien:

- 1° de verrichte investeringen;
- 2° het verbruik van energie uit hernieuwbare en koolstofarme bronnen, per categorie;
- 3° het elektriciteitsverbruik opgewekt uit koolstofarme bronnen, per categorie;
- 4° de voorstellen voor structurele veranderingen en cyclische aanpassingen.

Het opvolgingsverslag van de entiteit en de koolstofgemeenschap wordt minstens 30 werkdagen voor de vergadering van het technisch comité naar de administratie en de technisch deskundige gestuurd.

Voorstellen voor structurele wijzigingen en cyclische aanpassingen worden ten minste 30 werkdagen voor de vergadering van het Technisch Comité ingediend bij de aangewezen technisch deskundige.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de koolstofovereenkomsten.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

## Bijlage 3. Onafhankelijke verificatie

### 1. Verificatie

In overeenstemming met artikel 4 van de overeenkomsten moeten de koolstofgemeenschap en elk van haar leden een onafhankelijke verificateur aanstellen om de betrouwbaarheid van de gegevens en de indexberekeningen te garanderen tijdens elke globale audit van de cyclus, namelijk de ingangs-, tussentijdse en uitgangsaudits.

### 2. Rol van de verificateur

De rol van de verificateur is het uitbrengen van een verificatie- en validatieadvies met een beperkt niveau van vertrouwen over de betrouwbaarheid van de gegevens en de conformiteit van de methodologie voor het berekenen van de indexen die worden gebruikt om de doelstellingen en resultaten vast te stellen in de entiteiten of in de koolstofgemeenschap.

Deze verificatie bestaat uit het valideren van de correcte toepassing van de methodologische nota en de nauwkeurigheid van de gegevens.

### 3. Conformiteitsbeoordeling

De conformiteitsbeoordeling wordt uitgevoerd volgens de principes van ISO/IEC 17029:2019 Conformiteitsbeoordeling - Algemene principes en eisen voor validatie- en verificatie-instellingen.

### 4. Verificatie

De verificateur controleert of de indexen inderdaad representatief zijn voor de energiesituatie van de entiteit en de evolutie ervan ten opzichte van het referentiejaar, en gaat over tot:

- 1° de verificatie van methodologische aspecten;
  - a) de energie-omtrek;
  - b) de volledigheid van de verslagen met betrekking tot de door de administratie gepubliceerde AMUREBA-sjablonen;
  - c) de vaardigheden inzake opleiding van de specialisten;
  - d) de correcte toepassing van de regels met betrekking tot structurele veranderingen en eventuele cyclische aanpassingen zoals gedefinieerd in de AMUREBA-methodologie;
  - e) de correcte toepassing van de indexberekeningsmethoden zoals gedefinieerd in de AMUREBA-methodologie;
  - f) het daadwerkelijk in aanmerking nemen van de opmerkingen en valideringen van de technische comités.
- 2° de controle van de nauwkeurigheid van gegevens
  - a) de nauwkeurigheid van brongegevens met betrekking tot energiedragers en activiteitsindicatoren;
  - b) de nauwkeurigheid van de berekening van activiteitsindicatoren, het gebruik van referentiegegevens die zijn gevalideerd door de technische comités;
  - c) de in de AMUREBA-methodologie opgelegde omrekeningscoëfficiënten en de ETS-waarden, indien van toepassing;
  - g) in voorkomend geval, de graaddagen;
- 3° Verificatie van ETS-organisaties.

Als de gegevens al het onderwerp zijn geweest van een erkende verificatie in het kader van het ETS (Verordening (EU) nr. 2018/2067), hoeft de verificateur ze niet meer tot aan de bron te verifiëren; het is voldoende om te controleren of de gegevens in het auditverslag identiek zijn aan die in de ETS-aangifte. De methodologische aspecten van punt 3.a moeten echter worden geverifieerd.

### 5. Criteria om in aanmerking te komen voor de opdracht van de verificateur

De verificateur voldoet aan de volgende principes voor verificatie-instellingen in paragraaf 4 van ISO 17029:2019:

- 1° onpartijdigheid;
- 2° vaardigheid;
- 3° betrouwbaarheid;
- 4° doorzichtigheid;
- 5° verantwoordelijkheid;
- 6° behandeling van klachten;

7° risicogebaseerde aanpak.

#### 6. Opleiding

De auditor volgt of heeft een opleiding in de methodologie van het verificatieproces gevolgd. De inhoud van die opleiding wordt door de Minister vastgesteld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de koolstofovereenkomsten.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

### Bijlage 4. Technische deskundigen

#### 1. Aanwijzing van de technische deskundigen

De Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie en het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" wijzen via een overheidsopdracht dienstverleners aan om de onafhankelijke expertise te leveren die nodig is om de koolstofovereenkomsten te ondersteunen. De technische deskundigen worden voor 4 jaar aangewezen.

#### 2. Rol van de technische deskundigen

De deskundigen helpen bij het voorbereiden, analyseren en opmaken van de informatie die nodig is om de koolstofovereenkomsten te beheren. De deskundigen zijn de methodologische adviseurs van de koolstofovereenkomsten, aangewezen door de Waalse Regering.

De deskundigen garanderen een gelijke methodologische behandeling voor alle leden en alle koolstofgemeenschappen.

De deskundigen staan garant voor de methodologie en technische adviseurs, ook ten dienste van de auditeurs, de koolstofgemeenschappen en hun leden, in het kader van de opdracht die hen werd toevertrouwd door de Waalse Regering.

Deskundigen kunnen optreden als bemiddelaar tussen vertegenwoordigers van de overheid, koolstofgemeenschappen en entiteiten.

In overeenstemming met de artikelen 7 en 8 van het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de koolstofovereenkomsten, zetelen de deskundigen in de technische en strategische comités met een adviserende rol.

#### 3. Opdracht van de technische deskundigen

De technische deskundigen geven technisch advies aan het Technisch en Strategisch Comité, zodat zij beslissingen kunnen nemen, doelstellingen kunnen valideren, wijzigingen kunnen aanbrengen, jaarlijkse controles kunnen uitvoeren en, indien nodig, sancties kunnen opleggen.

1° Met betrekking tot de globale audits analyseren de technische deskundigen de methodologische conformiteit van elke globale audit in de achtjarige cyclus, (ingang, tussentijds en eind);

2° ze analyseren de technische kwaliteit van energiemodellen;

3° ze analyseren de technische kwaliteit van de actieplannen van de leden en de koolstofgemeenschap;

4° ze beoordelen de verbintenis van de leden en de koolstofgemeenschap met betrekking tot de criteria die door de Waalse Regering zijn vastgelegd in (Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024);

5° ze helpen een koolstofgemeenschap bij de consolidatie van gegevens door de consistentie van gegevens te controleren;

Met betrekking tot opvolgingsaudits hebben de technische deskundigen de volgende taken:

1° ze analyseren de voorgestelde structurele en cyclische aanpassingen van de indexen;

2° zij stellen voorstellen op voor verbeteringen die worden voorgelegd aan de technische en strategische comités om de technische problemen op te lossen die zich op individuele basis voordoen;

3° ze volgen de trajecten van elke koolstofgemeenschap naar hun contractuele doelstelling nauwgezet;

4° ze valideren de algemene resultaten van de koolstofgemeenschappen op het niveau van het technisch comité en van het mechanisme als geheel op het niveau van het strategisch comité;

5° ze dragen aan de voorbereiding van jaar- en vierjaarlijkse verslagen bij;

6° ze neem deel aan de openbare presentatie van de resultaten van de overeenkomsten.

De deskundigen nemen de rol van methodologische referentie op zich en garanderen de correcte toepassing van het technische kader van de overeenkomsten, zowel op het niveau van individuele entiteiten als op het niveau van gepoolde koolstofgemeenschappen. In dit kader hebben de deskundigen de volgende taken:

1° ze werken de methodologische AMUREBA-nota bij en, indien nodig, stellen wijzigingen voor aan bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 1 februari 2024 betreffende de koolstofovereenkomsten, als en wanneer dit wordt vereist door de Waalse overheden en wanneer de aangetroffen situatie van toepassing is voor alle deelnemers aan de verschillende overeenkomsten;

2° ze bieden technische antwoorden aan AMUREBA- gecertificeerde auditeurs als onderdeel van koolstofovereenkomsten;

3° ze organiseren opleidingen voor AMUREBA-gecertificeerde auditeurs.

In de uitoefening van hun opdracht werken de deskundigen in volledige neutraliteit en onafhankelijkheid ten opzichte van de betrokken entiteiten en koolstofgemeenschappen. Ze zijn gebonden door een strikte geheimhoudingsplicht.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de koolstofovereenkomsten.

Namen, 1 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004212]

**28 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité « Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par le décret du 3 décembre 2015, l'articles 7/1, § 1<sup>er</sup>, et par le décret du 12 octobre 2023 relatif aux instances de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et portant modification du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Considérant le règlement d'ordre intérieur du Comité « Santé » validé en date du 18 décembre 2023 et approuvé par le Conseil général le 18 janvier 2024 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur du Comité du « Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, joint en annexe du présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de la branche « Bien-être et Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles est abrogé.

**Art. 3.** La Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale  
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

---

Annexe

Règlement d'ordre intérieur du Comité « Santé » de l'Agence wallonne de la santé,  
de la protection sociale, du handicap et des familles

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Des convocations*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le Président convoque les membres du Comité « Santé » ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Le Comité « Santé » fixe pour chaque année la date et l'heure des séances ordinaires.

§ 2. Des séances extraordinaires peuvent être convoquées lorsque le Président le juge utile ou à la demande :

1° d'au moins deux membres du Comité « Santé » ;

2° de l'Inspecteur général responsable de la branche « Santé » ;

3° de l'Administrateur général ;

4° des Ministres ayant les compétences de l'Agence dans leurs attributions ;

5° d'un Commissaire du Gouvernement wallon.

Les demandes de convocation doivent être adressées par écrit au Président ou introduites au cours d'une réunion du Comité « Santé ». Elles déterminent les points dont l'inscription à l'ordre du jour est sollicitée.

Le Président fixe l'heure et la date de la séance extraordinaire, après consultation de l'Administrateur général et de l'Inspecteur général responsable de la branche « Santé », endéans les quinze jours de la demande, à moins que le ou les demandeurs marquent leur accord sur une date ultérieure.